

LE FIGARO

La Revision du procès Dreyfus à la Cour de cassation

Séance du lundi 29 mai 1899 — Compte rendu in extenso

L'audience est ouverte à midi sept minutes.
M. le président. — Huissier, veuillez appeler l'affaire.
L'huissier. — Affaire Dreyfus. — M. le président Ballot-Beaupré, rapporteur; M^{rs} Morand, avocat.
M. le président. — Monsieur le rapporteur, vous avez la parole.

RAPPORT DE M. BALLOT-BEAUPRÉ

Monsieur le premier président, Messieurs,

Le 10 décembre 1894, Alfred Dreyfus, âgé de trente-cinq ans, capitaine breveté au 14^e régiment d'artillerie, stagiaire à l'état-major général de l'armée, comparaissait devant le premier Conseil de guerre du gouvernement militaire de Paris comme accusé d'avoir, en 1894, à Paris, livré à une puissance étrangère ou à ses agents un certain nombre de documents secrets ou confidentiels intéressant la défense nationale, et d'avoir ainsi entretenu des intelligences avec une puissance ou avec ses agents pour lui procurer les moyens de commettre des hostilités ou d'entreprendre la guerre contre la France, délit prévu par l'article 76 du Code pénal.

Voici quels étaient, d'après le dossier judiciaire, les charges relevées par l'accusation :

Entre le 20 et le 25 septembre 1894, la section de statistique ou celle des renseignements du ministère de la guerre était mise en possession d'un document dont l'envoi au destinataire, qui l'avait reçu, constituait un acte de haute trahison. C'était une lettre-missive non datée, non signée, écrite sur papier pelure quadrillé et ainsi conçue :

Sans nouvelles m'indiquant que vous désirez me voir, je vous adresse cependant, monsieur, quelques renseignements intéressants :

1^{re} Une note sur le frein hydraulique du 120 et la manière dont s'est conduite cette pièce;
2^e Une note sur les troupes de couverture (quelques modifications seront apportées sur le nouveau plan);
3^e Une note sur une modification aux formations de l'artillerie;
4^e Une note relative à Madagascar;
5^e Le projet de Manuel de tir de l'artillerie de campagne (14 mars 1894).

Ce dernier document est extrêmement difficile à se procurer et je ne puis l'avoir à ma disposition que très peu de jours. Le ministère de la guerre en a envoyé un nombre fixe dans les corps, et ces corps en sont responsables. Chaque officier détenteur doit remettre le sien après la manœuvre. Si donc vous voulez y prendre ce qui vous intéresse et le tenir à ma disposition après, je le prendrai, à moins que vous ne vouliez que je le fasse copier in extenso et vous en adresse la copie.

Je vais partir en manœuvres.

Les énonciations du bordereau que nous venons de lire font penser que son auteur était un officier d'artillerie attaché à l'état-major de l'armée, particulièrement un stagiaire, ayant déjà passé par les différents bureaux. Mais on n'avait de soupçon jusque-là contre aucune personne déterminée, pas plus Dreyfus que tout autre.

Dreyfus était sorti de l'Ecole de guerre en novembre 1892 avec la mention « Très bien » et le n^o 9 sur 81. Pendant le premier semestre 1893, il travailla au premier bureau, dont le chef, le colonel de Germiny, avait dit de lui :

(Cote 75) Officier très intelligent, rédige très bien, a déjà des connaissances fort étendues et est en mesure de traiter toutes les questions avec ses idées personnelles; veut et doit arriver.

Au contraire, il avait été, pendant le second semestre de 1893, apprécié peu favorablement par le chef du 4^e bureau, colonel Fabre, qui lui avait donné cette note :

Officier incomplet; très intelligent et très bien doué; mais prétentieux et ne remplissant pas, au point de vue du caractère, de la conscience et de la manière de servir, les conditions nécessaires pour être employé à l'état-major de l'armée.

Pour le premier semestre 1894, le chef du 2^e bureau, colonel de Bary, avait été bien moins sévère :

Officier très intelligent, saisissant toutes les affaires, travaillant facilement, et peut-être un peu trop sûr de lui; sait très bien l'allemand, et a utilisé consciencieusement son stage au 2^e bureau.

Enfin il se trouvait depuis le 1^{er} juillet 1894 au troisième bureau du colonel Bouché lorsque le bordereau fut saisi; on montra la pièce aux chefs des quatre bureaux et on leur demanda s'ils en reconnaissaient l'écriture. Le colonel Fabre répondit négativement en ce qui concerne les officiers à ce moment sous ses ordres. Mais quelques jours après, en causant avec le lieutenant-colonel d'Aboville, il songea aux stagiaires de l'année précédente, parmi lesquels se trouvait Dreyfus, et il eut l'idée de consulter la feuille d'inscription de celui-ci :

L'idée me vint, à dit le colonel Fabre (cote 78) de comparer cette photographie avec l'écriture d'un officier stagiaire qui n'avait pas produit une bonne impression sur ses camarades et sur les officiers sous les ordres de qui il avait été directement employé, à telle enseigne qu'ayant eu à noter cet offi-

cier d'après les renseignements qui m'avaient été fournis sur son compte par le commandant Bertin par le lieutenant-colonel Roget, le sous-chef de bureau l'avait signalé comme ne remplissant pas les conditions voulues pour être employé à l'état-major général de l'armée.

Pour comparer cette photographie, je pris d'abord un feuillet d'inscription dont il avait rempli l'en-tête, et je fus frappé par la similitude du mot « artillerie » qui figurait à la fois sur la pièce photographiée et sur le feuillet d'inspection. Je me suis alors fait présenter quelques autres feuilles écrites par cet officier. Une nouvelle feuille comparative m'ayant révélée de nouvelles similitudes, j'ai rendu compte au sous-chef d'état-major général, le général Gonse, qui en rendit compte lui-même au général de Boisdeffre, etc.

C'est ainsi que vint à être soupçonné Dreyfus. M. le ministre de la guerre, le général Mercier, chargea d'un examen graphique l'expert de la Banque de France, M. Gobert qui, le 13 octobre, fit cette réponse (cote 32) :

L'écriture de l'anonyme en cause présente avec celle de la comparaison exactement le même type graphique. L'analyse des détails montre des analogies assez sérieuses, mais révèle en même temps des dissimilitudes nombreuses et importantes dont il convient de tenir compte. Dans ces conditions, étant donnée la rapidité de mon examen, commande d'extrême urgence, je crois devoir dire que l'écriture de l'anonyme incriminé pourrait être d'une personne autre que la personne soupçonnée.

Mais d'un autre côté, par l'intermédiaire de M. le préfet de police, un rapport avait été demandé administrativement à M. Bertillon, chef du service de l'identification judiciaire, qui avait conclu en ces termes :

Si on écarte l'hypothèse d'un document forgé avec le plus grand soin, il ressort manifestement pour nous de la comparaison des points signalés que c'est la même personne qui a écrit la lettre et les pièces communiquées.

Le 14 octobre, M. le général Mercier rendait une ordonnance déléguant le commandant du Paty de Clam, attaché à l'état-major de l'armée, à l'effet de procéder, en qualité d'officier de police judiciaire, à l'instruction à suivre contre le capitaine Dreyfus inculpé de haute trahison (art. 76 du Code pénal).

Le commandant du Paty de Clam sera assisté par M. Gribelin, archiviste principal de 1^{re} classe, en qualité de greffier. Le lendemain 15 octobre, à neuf heures du matin, convoqué sous prétexte d'inspection générale, le capitaine Dreyfus se présentait au ministère de la guerre, dans le cabinet du général de Boisdeffre, où se trouvaient réunis le commandant du Paty de Clam, l'archiviste Gribelin et M. Cochefert.

On lit dans le procès-verbal dressé par M. le commandant du Paty de Clam (cote n^o 2) :

Nous avons fait comparaître devant nous M. Dreyfus, capitaine breveté au 14^e régiment d'artillerie, stagiaire à l'état-major de l'armée, à l'effet de procéder à son arrestation. Le capitaine Dreyfus ayant été introduit, nous l'avons invité à remplir une feuille de notes et à écrire sous notre dictée une lettre commençant par ces mots : « Ayant le plus grand intérêt » et finissant par : « Notes sur Madagascar »; ces deux pièces jointes au dossier. L'écriture de cette lettre était trouvée incorrète à partir de la quatrième ligne, nous avons interpellé le capitaine Dreyfus et nous lui en avons demandé les motifs. Il répondit : « J'ai écrit aux doigts ». Nous avons aussitôt procédé à son arrestation, au nom de M. le ministre de la guerre.

Après l'interrogatoire sommaire dans lequel il protesta de son innocence, Dreyfus fut écroué à la maison d'arrêt du Cherche-Midi.

L'officier supérieur chargé de le conduire en voiture à la prison du Cherche-Midi était un chef de bataillon d'infanterie attaché à la section de statistique, le commandant Henry, qui dressa de sa conversation avec lui le compte rendu suivant :

En descendant les escaliers de l'état-major, pour prendre une voiture à la porte du n^o 231 du boulevard Saint-Germain, le capitaine Dreyfus se tourna vers moi et me dit : « Mon commandant, c'est effrayant, je suis accusé d'une chose épouvantable. » Je ne répondis rien, mais, aussitôt après être monté avec lui dans la voiture, je lui dis : « De quelles choses épouvantables parlez-vous tout à l'heure ? De quoi s'agit-il ? Racontez-moi votre affaire. »

La conversation s'établit alors de la façon suivante : « Mon commandant, je suis accusé du crime de haute trahison. » — « Diable ! Mais pourquoi ? » — « Je ne sais rien. Je suis comme fou; je préférerais une balle dans la tête. Je ne suis pas coupable. Cette accusation est la mort de ma vie (textuel) ! » — « Si vous n'êtes pas coupable, il ne faut pas perdre la tête : un innocent est toujours fort. Avez-vous de la famille ? » — « Oui, j'ai une femme et des enfants; j'ai de la fortune. Mon commandant, il faut me faire rendre justice ! » — « Je n'ai pas qualité pour cela; j'ai seulement le droit de vous faire rendre justice. D'ailleurs, savez-vous de quoi vous êtes accusé ? » — « Oui, le commandant du Paty de Clam m'a dit que j'étais accusé d'avoir livré des documents à une puissance étrangère. » — « De quels documents s'agit-il ? Le savez-vous ? » — « Non, le commandant du Paty de Clam m'a seulement parlé de documents secrets et confidentiels sans m'en dire davantage. » J'ai répondu qu'ayant été employé pendant mon stage à l'état-major de l'armée, j'avais eu beaucoup de documents entre les mains.

Mais je n'ai jamais rien livré à personne. — « Le commandant du Paty de Clam ne vous a-t-il pas énuméré les documents que l'on vous accuse d'avoir livrés ? Ne vous a-t-il pas indiqué la puissance étrangère à laquelle vous les auriez livrés ? » — « Non, il ne m'a

parlé que de documents secrets et confidentiels. C'est une accusation épouvantable et complètement fautive ! » — « Cependant vous devez comprendre que l'on doit avoir des preuves au ministère. » — « Evidemment, je comprends bien qu'au ministère on n'a pas agi sans preuves. Elles doivent être convaincantes pour eux et accablantes pour moi, mais elles sont fausses ! » — « Pourquoi voulez-vous que l'on vous accuse ainsi sans preuves ? Vous avez donc des ennemis capables de les avoir fabriquées ? » — « Je ne crois pas avoir d'ennemis qui puissent me poursuivre d'une haine semblable. » — « Et alors ? » — « Alors je ne comprends rien; c'est la mort de ma vie. Je demande justice ! »

A ce moment, la voiture s'arrêtait devant la porte de la prison et la conversation cessa. Je dois faire ressortir que l'affirmation du capitaine, en ce qui concerne la non-entremise de documents livrés est absolument inexacte, attendu que, avant de quitter le ministère et lorsque je me trouvais dans une pièce contigue, j'ai parfaitement et très distinctement entendu le commandant du Paty de Clam dire au capitaine Dreyfus :

Vous avez dit avoir livré à une puissance étrangère une note sur les couvertures, une note sur Madagascar et le projet de Manuel de tir de l'artillerie. »

Donc, lorsque le capitaine Dreyfus affirmait que le commandant du Paty de Clam ne lui avait énuméré aucun document en question et qu'il s'était borné à lui parler de documents secrets et confidentiels, le capitaine Dreyfus savait sciemment la vérité.

Signé : HENRY.

Le commandant du Paty de Clam, en interrogeant Dreyfus, lui avait-il dit, comme l'atteste le commandant Henry : « Vous êtes accusé d'avoir livré à une puissance étrangère une note sur les troupes de couverture, une note sur Madagascar et un projet de Manuel de tir de l'artillerie ? » Voici l'interrogatoire du 15 octobre, neuf heures du matin :

Le commandant du Paty. — Vous êtes inculpé de haute trahison, faits prévus et punis par l'article 76 et suivants du Code pénal. Qu'avez-vous à dire pour vous justifier ?

Dreyfus. — Je ne sais pas de quoi on m'accuse et je demande des explications. Je jure sur ce que j'ai de plus sacré au monde n'avoir jamais eu aucune relation avec une puissance étrangère, n'avoir jamais écrit, n'avoir jamais livré aucun document des bureaux de l'état-major de l'armée.

Le commandant du Paty. — Avez-vous été en voyage d'état-major et à quelle époque ?

Dreyfus. — Dans la dernière quinzaine de juin.

Le commandant du Paty. — Vous avez surveillé un tirage de documents au service géographique ?

Dreyfus. — Oui.

Le commandant du Paty. — Quels documents ?

Dreyfus. — Les instructions relatives aux troupes de couverture.

Le commandant du Paty. — A quelle époque ?

Dreyfus. — Au mois de septembre.

Le commandant du Paty. — Avez-vous eu connaissance, alors et au 3^e bureau, d'une note relative à Madagascar ?

Dreyfus. — Non, jamais je n'ai eu connaissance de cette note.

Le commandant du Paty. — Avez-vous des connaissances susceptibles ou capables d'avoir établi par machination les documents que j'ai cités et qui ont motivé votre arrestation ?

Dreyfus. — Je ne me connais pas d'ennemis.

Le commandant du Paty. — Avez-vous connaissance de documents relatifs à la concentration et à la couverture ?

Dreyfus. — Je n'ai eu connaissance de rien de relatif à la concentration, je ne reconnais seulement avoir eu entre les mains des documents sur la couverture.

Le commandant du Paty. — Votre réponse est absolue sur ce point ?

Dreyfus. — Oui.

Le commandant du Paty. — Avez-vous eu connaissance de documents relatifs à la concentration par départements ?

Dreyfus. — C'est inexact.

Le commandant du Paty. — Avez-vous eu connaissance d'un plan d'artillerie de campagne du 14 mars 1894 ?

Dreyfus. — Non, je ne savais même pas qu'il en existait.

Le commandant du Paty. — Avez-vous des relations avec la section technique de l'artillerie ?

Dreyfus. — Etant au deuxième bureau on m'a chargé d'un travail sur l'artillerie allemande, je suis allé à la troisième section du bureau d'artillerie voir le colonel X...

M. Cochefert avait à son tour, en présence du colonel du Paty de Clam et de M. Gribelin, questionné Dreyfus.

Je suis absolument innocent, avait répondu Dreyfus, et je proteste énergiquement contre la mesure de rigueur qui a été prise contre moi.

Jamais je n'ai communiqué à qui que ce soit la plus petite chose de la nature de ce que j'ai dit. Avez-vous de la famille ? Je ne suis en relation avec aucun état-major étranger. Je serais un misérable et un lâche si cela était. C'est mon honneur d'officier que je défends et je suis décidé à aller jusqu'au bout, je reconnais qu'un plan a été dressé contre moi, et je veux vivre pour établir mon innocence.

M. Cochefert. — Nous vous adjurons de dire la vérité. Les pièces écrites de votre main sont au pouvoir de l'autorité militaire.

Ces pièces, tout au moins une, sont parvenues aux personnes étrangères auxquelles elles étaient destinées, et elles donnent des explications sur la défense de notre territoire. Avez-vous confié à quelques personnes étrangères à l'armée, à une femme notamment, des notes et documents de la nature de ceux dont nous vous parlons ?

Dreyfus. — Jamais, je l'affirme à nouveau, je n'ai commis la moindre faute, ni même un acte de légèreté dans ce sens.

Une fois l'interrogatoire de Dreyfus terminé, MM. du Paty de Clam et Cochefert se rendirent à son domicile, avenue du Trocadéro, 6.

Nous avons rencontré — cotes 24 et 25 — M. Dreyfus, à qui nous avons fait connaître nos qualités, le but de notre visite, et en vertu de quels ordres nous agissions. Nous avons ensuite, en présence de Mme Dreyfus, sans qu'elle nous eût quittés un seul instant pendant nos opérations, procédé à des perquisitions dans les tiroirs, dans les placards, et nous avons trouvé des livres, des papiers et des objets divers que nous avons placés sous scellés.

Le colonel du Paty de Clam commença ensuite son enquête, qui ne comprend aucune espèce de déposition de témoins, mais seulement des expertises, des investigations sur la vie privée de l'inculpé et une série d'interrogatoires. Il interrogea Dreyfus le 18 octobre, et après lui avoir dicté plusieurs pièces de comparaison dans diverses attitudes, assis, debout, assis avec un gant, debout avec un gant, avec une plume de rondie, il lui présenta la photographie d'une pièce « Je vais partir en manœuvres. » Il lui dit d'écrire à plusieurs reprises le mot « manœuvres », « je vais en manœuvres », « je vais partir en manœuvres », et il lui posa cette question :

Le commandant du Paty. — Connaissez-vous quelqu'un ayant une écriture semblable à l'écriture incriminée ?

Dreyfus. — Je le crois, oui. Il me semble vaguement que c'est l'écriture d'un nommé Brault.

Le commandant du Paty. — Comment expliquez-vous que les experts trouvent une ressemblance entre ce document et l'écriture dont je vous ai montré tout à l'heure un exemplaire ?

Dreyfus. — La ligne que vous m'avez montrée : « Je vais partir en manœuvres », n'est pas de moi. Il n'y a pas de doute. Quand on reste du document, je ne le connais pas. Tous les experts se trompent, on a pris des morceaux de papier détachés d'une lettre de moi pour en faire un document mensonger.

Le commandant du Paty. — Avez-vous des motifs de croire qu'en vue de détourner les soupçons, on ait imité votre écriture et fabriqué un document ?

Dreyfus. — Je n'ai pas de motifs, certes.

Pour rendre hommage à la vérité, nous sommes obligés de faire une observation. Le colonel du Paty de Clam, qui le 15 octobre, avait parlé à Dreyfus des documents saisis, lui annonça le 18 que les experts constatent une identité d'écriture avec celles du bordereau.

Or, sur les deux experts désignés, en ce moment, MM. Gobert et Bertillon, ce dernier seul s'était prononcé contre l'inculpé.

C'est le 22 octobre que, par ordonnance du juge d'instruction, en vertu de l'article 6 et de l'article 22 du Code d'instruction criminelle, que l'expertise avait été ordonnée. Les experts étaient : MM. Teyssonières, ancien ingénieur des ponts et chaussées, M. Charavay et Pelletier.

L'opinion de M. Teyssonières, rapportée 20, cote 36, est que « la pièce incriminée n'a émané de la même écriture que la tracé les pièces de comparaison 2 à 3. En effet, l'ensemble de l'écriture et du graphisme donne, pour le n^o 1 et pour les pièces de comparaison, notamment la pièce 2, l'impression de la même écriture » ; et plus loin : « l'écriture du n^o 1 présente les caractères de déguisement dans lesquels le caractère reprend quand même le dessus. Enfin, je déclare sur mon honneur et ma conscience que l'écriture n'émane de la même main que celle qui a tracé les pièces 2 à 3. »

L'opinion de M. Charavay — rapport du 20 octobre, cote 37 — est celle-ci :

En somme, les ressemblances d'aspect général et de détail, malgré une évidente préoccupation de déguiser l'écriture, sont si frappantes et l'importance tellement sur les dissimilitudes, qu'il est vraisemblable de l'attribuer à la même main que les pièces 2 et 3. Pour soutenir l'hypothèse contraire, il faudrait supposer une grande habileté de main de la part de l'auteur d'un des deux documents. Cependant, on n'a de chances d'en retrouver que dans des documents considérables émanés de nombreuses personnes et non dans un cercle restreint. Conclusion : Etant données les constatations inscrites dans le présent rapport, je, expert soussigné, conclus que la pièce n^o 1 est de la même main que les pièces de comparaison 2 à 3.

L'opinion de M. Pelletier, rapport du 23 octobre, cote 38, page 4 :

Le document en cause ne semble nullement déguisé; il a toute l'apparence d'une pièce écrite franchement et d'une façon normale. En d'autres termes, elle doit représenter le graphisme exact de son auteur.

Et page 5 :

Il est évident qu'on peut retrouver entre les pièces de comparaison et la pièce incriminée quelques analogies de détail, mais on reconnaît que ces analogies sont banales; qu'elles pourraient se retrouver sous la main de beaucoup d'autres écrivains expérimentés; on pourrait pourtant trouver de curieuses dissimilitudes. En résumé, nous ne nous croyons pas autorisés à affirmer que le document incriminé soit de la main qui a écrit les documents 2 à 3.

On a dû donner à M. Pelletier des pièces écrites par Dreyfus et par d'autres personnes.

Quant à M. Bertillon, il avait, le 20 octobre (cote 33), affirmé l'identité de l'écriture du bordereau et de celle de Dreyfus, en indiquant que Dreyfus avait dans le

bordereau contrefait son écriture par une combinaison particulière pour se ménager la possibilité d'arguer d'une pièce forgée.

Cependant, le colonel du Paty de Clam avait commencé, à la date du 20 octobre, ses interrogatoires, et montré à Dreyfus la photographie de plusieurs mots du bordereau : « troupes de couverture, Madagascar » ; et, le 23 octobre, la photographie du bordereau entier, non l'original.

Le commandant du Paty. — Dreyfus, voici la photographie d'une lettre qui vous est attribuée. Cette lettre a été prise à l'étranger et nous en possédons le cliché. Reconnaissez-vous cette lettre comme étant de votre écriture ?

Dreyfus. — J'affirme d'abord que je n'ai jamais écrit cette lettre. Un certain nombre de mots ressemblent à mon écriture, mais ce n'est pas la mienne.

Cette lettre ne ressemble pas à mon écriture, on n'a même pas cherché à l'imiter.

Le 21 octobre, M. du Paty de Clam adressait au ministère de la guerre un rapport dont je résume les passages essentiels :

Je me trouvais avec M. Gribelin, archiviste principal, faisant fonction de greffier, et M. Cochefert, chef du service de la Sûreté, dans la pièce. On fit introduire le capitaine Dreyfus. Je l'invitai à écrire une lettre dans laquelle il était question d'une partie des documents adressés à un agent de l'étranger visé dans la lettre.

Après avoir écrit les quatre premières lignes d'une façon normale, M. le capitaine Dreyfus commença à écrire irrégulièrement. Je lui fis l'observation à mi-voix; l'écriture continua à être irrégulière. Interrogé sur les motifs de ce trouble, il répondit, avec une sorte de rictus nerveux qui fut observé par les assistants, qu'il avait froid aux mains. Il est à remarquer que le capitaine Dreyfus était entré au ministère de la guerre depuis près d'un quart d'heure, que la température des bureaux était très normale et que l'écriture des quatre premières lignes ne décelait pas ce froid aux doigts qu'il a invoqué quand on a reconnu l'irrégularité de l'écriture.

La dictée terminée, je procédai à l'arrestation du capitaine Dreyfus et je lui lus l'article 76 du Code pénal. L'inculpé se laissa fouiller sans résistance et nous dit même :

« Prenez mes clés, ouvrez tout chez moi, vous ne trouverez rien. » Puis il recommença ses serments et ses protestations d'innocence. Je laissai passer ces mots auxquels je ne pouvais rien et qui pouvaient être chose préparée pour le cas d'une arrestation. L'attitude un peu théâtrale de l'inculpé, ses gestes contrôlés du coin de l'œil dans une glace ne produisirent pas une impression favorable sur les témoins de cette scène.

M. Cochefert interrogea le capitaine Dreyfus à son tour. L'inculpé, se sentant entre les mains d'une personne plus pressante et plus expérimentée, eut une révolte violente. A deux reprises je simulai une sortie sous prétexte de faire porter à l'agent de l'étranger à qui elle aurait été adressée la lettre que le capitaine Dreyfus avait écrite sous ma dictée; chaque fois il m'arrêta au moment où j'ouvrais la porte. La troisième fois seulement, il redevint maître de lui, il me dit :

« Eh bien ! essayez. »

L'inculpé parla alors d'une machination, disant que déjà, à la sortie de l'Ecole de guerre, on avait commis une infamie à son égard.

A onze heures et demi, voyant que je ne tirerais rien de l'inculpé et qu'il avait repris son assurance, je le fis transférer à la prison du Cherche-Midi.

A midi, le même jour, je me rendis avec MM. Cochefert et Gribelin au domicile du capitaine Dreyfus, 6, avenue du Trocadéro. Au premier mot que je dis à Mme Dreyfus, elle me dit : « Mon mari est tué ! » Sur ma réponse négative, elle me dit : « Blessé alors, ou bien une chute de cheval ? Avec tous les ménagements possibles, je lui appris que son mari était incarcéré pour des faits d'ordre militaire. Je procédai ensuite à la visite de l'appartement, pendant laquelle Mme Dreyfus nous accompagnait en faisant preuve d'une force de caractère et d'un sang-froid remarquables.

Et plus loin :

Le capitaine Dreyfus est né à Mulhouse en 1859. Son père, Mathieu Dreyfus, d'origine badoise, dit-on, était un homme intelligent, énergique, fils de ses œuvres.

Après avoir débuté très modestement, il est mort l'année dernière en laissant à ses enfants une grosse fortune industrielle, sur laquelle 225,000 francs ont été attribués à son fils Alfred, actuellement en cause.

Alfred Dreyfus opta pour la nationalité française par voie d'option paternelle en 1872. Il alla à l'Ecole polytechnique et devint officier d'artillerie.

En 1880, il épousa Mlle Hadamard, fille d'un négociant en diamants. Le ménage dispose d'une trentaine de mille francs de rente.

Il mène un train de vie apparent proportionné à ses ressources. Toute la fortune constituant la dot de Mme Dreyfus est employée dans la culture de Mulhouse.

D'après les renseignements recueillis, le capitaine Dreyfus est intelligent, doué d'une mémoire remarquable; il est tenace et a le sentiment de sa valeur; il est ambitieux.

Il concourt pour l'Ecole de guerre, il est admis et vise la première place. Un débiteur l'attendait à la sortie de l'Ecole; du premier rang révisé, du troisième rang assuré dans son esprit, le capitaine Dreyfus est rejeté au neuvième rang. La blessure fut profonde, cruelle, elle saigne encore, elle est incurable. Mme Dreyfus m'a dit, en présence de M. Gribelin, mon greffier, que son mari avait été malade de cette déception, qu'il en avait eu des cauchemars et qu'il en souffrait encore. C'est bien la peine, disait-il, de travailler dans cette armée, où, quoi qu'on fasse, on n'arrive pas selon son mérite; lui-même en avait une grande amertume en parlant de cette note qu'il appelait une infamie.

Quoi qu'il en soit, le capitaine Dreyfus s'obstina à être employé comme stagiaire à l'état-major général de l'armée.

L'année 1894 arriva. M. le capitaine Dreyfus fit la connaissance d'une femme mariée avec laquelle il échangea une correspondance, dont la dernière lettre se termine ainsi : « A la vie, à la mort ». Jusqu'où a été cette liaison ? Le capitaine Dreyfus déclare que, s'étant

aperçu que cette femme en voulait plus à sa bourse qu'à son cœur, il la rompit. La bourse a-t-elle résisté aussi bien d'après lui que le cœur ? En tout cas, il avoue des liaisons intimes passagères. Dans un ménage ordonné comme le ménage Dreyfus, un trou au budget ne saurait passer inaperçu; si ce trou a existé à un moment donné, soit par le jeu, soit par les femmes, comment le boucher ? On a cru se confier à une amie, et c'est une étrangère; le capitaine Dreyfus l'a déclarée suspecte; il a même dit qu'elle recevait des espions, mais il a rétracté bien vite ses paroles.

Dans les interrogatoires que j'ai fait subir à l'inculpé, je me suis attaché à lui faire avouer qu'il avait eu connaissance des documents énumérés dans la lettre incriminée.

J'y suis parvenu en ce qui concerne le frein hydraulique, le plan de transport des troupes de couverture, et le projet de Manuel de tir du 14 mars 1894. Sur ce dernier point, l'inculpé s'est absolument contredit dans les interrogatoires successifs que je lui ai fait subir.

Par contre, il a nié formellement avoir jamais rien dit sur Madagascar. Il feint même de ne pas reconnaître d'une façon positive, comme écrit de sa main, le mot : Madagascar. Ce fait résulte principalement de ce qu'il aurait livré, copié par une main étrangère, la note sur Madagascar dont il est fait mention dans la lettre incriminée.

J'ai soumis le capitaine Dreyfus à différentes épreuves avant de lui montrer en entier le document incriminé.

Très en défiance, il est toujours resté dans le vague; quand je lui ai présenté des fragments d'écriture isolés, son premier soin a été de regarder au verso pour s'assurer s'il y avait des mots compromettants.

Quand enfin je lui ai montré le document en entier, il a nié d'abord que l'écriture ressemblât à la sienne. Je lui ai dit alors : la lettre; il fut bien forcé de se rendre à l'évidence et de convenir que les deux écritures avaient un caractère commun frappant, et que cela justifiait les soupçons dont il était l'objet. « Alors, dit-il, je suis victime d'une fatalité, d'une ressemblance d'écriture inexplicable. Il a même dit : «

pinage. Aussi, en dehors de la similitude remarquable de l'écriture du capitaine Dreyfus avec celle du document incriminé, cette attitude a été un facteur sérieux à son passif lorsqu'il s'est agi de le mettre en état d'arrestation et d'instruire contre lui.

Le commandant d'Ormescheville fit subir à Dreyfus, entre le 5 et le 20 novembre, de longues interrogatoires (cote 70) au cours desquels il lui mit sous les yeux l'original du bordereau et lui dit, le 27 novembre :

« Le commandant d'Ormescheville. — Maintenez-vous la déclaration faite le 24 octobre dernier dans vos interrogatoires devant l'officier de police judiciaire : « on m'a volé mon écriture » et dans ce cas, développez la pensée qui vous l'a dictée ? »

Dreyfus. — Je n'avais pas vu le document incriminé et, dans les fragments qui m'ont été présentés, je n'avais pas reconnu mon écriture. D'autre part, on m'affirmait que les experts reconnaissent mon écriture. Dès lors, ma pensée a été que c'était l'œuvre d'un faussaire, et je l'ai exprimée par ces mots : « On m'a volé mon écriture. »

29 novembre :

Le commandant d'Ormescheville. — La lettre-missive a été mise sous vos yeux, nous vous la représentons en vous invitant à nous dire ce que vous savez sur chacun des documents qui y sont énumérés.

Dreyfus. — J'affirme n'avoir jamais écrit cette lettre, et j'ai prouvé même que matériellement il m'était impossible de l'écrire. En effet, la personne qui a écrit cette lettre a ajouté à la fin : « Je vais partir en manœuvres. »

Or, je n'ai pas été aux manœuvres en 1894. Je n'étais qu'en voyage d'état-major fin juin de la même année. Si l'on admet, ce qui est déjà très discuté, que « je vais partir en manœuvres » et aller en voyage d'état-major puissent être employés indifféremment, l'un pour l'autre, il faudrait attribuer à cette lettre la date du mois de juin.

Parlant de cette idée, examinons les différents documents énumérés dans la lettre incriminée :

1° Une note sur le frein hydraulique du 120 et la manière dont s'est conduite cette pièce.

« Jamais, à aucune époque de ma carrière, » je n'ai possédé aucun document sur le frein hydraulique du 120. La dernière fois que j'ai vu la pièce de 120, c'était pendant mon séjour à l'Ecole de guerre ; je l'ai vue au repos ; je n'ai jamais vu tirer la pièce.

2° Une note sur les troupes de couverture, quelques modifications seront apportées par le nouveau plan.

Depuis le 4 janvier 1894 jusqu'au premier jour de juillet de la même année, j'ai travaillé au deuxième bureau. Dans toute cette période, je n'ai jamais eu à m'occuper d'aucun travail sur la couverture. Je n'ai jamais possédé aucun document sur cette question. Ce n'est qu'au mois de juillet de la même année que je suis entré au troisième bureau, et ce n'est qu'au mois de septembre que j'ai été chargé de surveiller le tirage de documents relatifs à la couverture.

3° Une note sur une modification aux informations de l'artillerie.

Au mois de juin, je ne savais qu'une chose, c'est la suppression des deux régiments d'artillerie de pontonniers, et la création de vingt-huit batteries nouvelles. Quant aux formations de campagne de l'artillerie, je les ignore encore aujourd'hui. D'ailleurs, d'après ce qui m'a été demandé dans un interrogatoire, ces formations de campagne de l'artillerie ne sont parvenues à l'état-major que dans le courant du mois de juin.

4° Une note relative à Madagascar.

Jamais, à aucune époque, je n'ai rien lu, je n'ai rien vu entre les mains sur Madagascar.

5° Le projet de Manuel du tir de l'artillerie de campagne (14 mars 1894).

Jamais à aucune époque je n'ai possédé ce Manuel de tir. J'ignorais même sa publication.

Et le 20 novembre encore :

M. d'Ormescheville. — La lettre-missive incriminée vous est attribuée. Vous en avez examiné l'écriture à votre aise, sur quoi repose cette négation ?

Dreyfus. — Je sais, en mon âme et conscience, que je ne l'ai pas écrite ; donc ce ne peut être mon écriture. J'ai bâti mille hypothèses sur l'origine de cette lettre.

C'est certainement pas tout seul, avec mon cerveau, que je puis déchiffrer cette affaire ; mais certainement je consacrerai volontiers tout mon temps et toute ma vie à découvrir le misérable auteur de cette lettre. Est-ce un faussaire ou est-ce autre chose, ce n'est pas moi qui peut résoudre cette énigme.

Voilà plus de six semaines que je suis au secret ; voilà six semaines que je souffre le martyre le plus épouvantable qu'un innocent puisse supporter.

Alors, d'une famille protestataire, j'ai abandonné ma situation en Alsace pour venir servir mon pays avec dévouement. Aujourd'hui comme hier, je suis digne de mener les soldats au feu.

Le commandant d'Ormescheville, en ce qui touche les interrogatoires, s'exprime ainsi :

Les réponses du capitaine Dreyfus ont toujours été obtenues avec une grande difficulté ; et il est facile de s'en rendre compte, par le nombre considérable de mots rayés nuls et de renvois en marge qui figurent sur le procès-verbal.

Quant au capitaine Dreyfus, il n'a jamais fait aucune affirmation, il s'exprime généralement de l'attitude de phrases vagues et embrouillées, essayant toujours, malgré toutes nos observations, de questionner, ou d'engager la conversation, sans être d'ailleurs invité à formuler une réponse.

Ce système, si nous nous y étions prêtés, aurait pu avoir des conséquences fâcheuses pour la forme même de l'interrogatoire, étant donnée l'habileté du capitaine Dreyfus.

Si on compare les réponses que nous a faites le capitaine Dreyfus avec les dépositions de quelques témoins qui ont été entendus, il en résulte cette pénible impression, c'est qu'il voit souvent la vérité, et que, toutes les fois qu'il se sent saisi de près, il s'en tire sans trop de difficulté grâce à la souplesse de son esprit.

Quant à la vie privée de Dreyfus, voici les appréciations du rapport de M. d'Ormescheville :

La conduite privée du capitaine Dreyfus est loin d'être exemplaire. Avant son mariage, depuis 1890 notamment, on le trouve en relations galantes avec une femme Bodson, plus âgée que lui, mariée, riche, donnant des repas auxquels il est convié ; car il est l'ami de Bodson négociant. Les relations dont il vient d'être question, durent fort longtemps.

A cette même époque, le capitaine Dreyfus était alors en relation avec la femme Dida, plus âgée que lui, mariée et fort riche, qui avait la réputation de payer ses amants. Cette femme, en 1890, fut assassinée à Ville-d'Avray.

Le capitaine Dreyfus était alors à l'Ecole de guerre ; il venait de se marier ; il fut cité comme témoin dans cette scandaleuse affaire, qui fut jugée devant la Cour d'assises le 25 juillet 1891.

Pendant son séjour à Bourges, le capitaine avait des relations avec une femme mariée ; il en avait une autre à Paris, qu'il venait voir quand il se rendait à Paris.

En dehors de ces relations avouées par Dreyfus — qui ne pouvait les nier — il avait la réputation, avant d'être marié, d'être un coiffeur de femmes. Depuis qu'il est marié à tort, il a changé ses habitudes ; nous ne le croyons pas. Il nous a déclaré, depuis, avoir fait la

connaissance de la femme X... en juillet 1893 et de la femme Z... au Concours hippique de 1894, cette dernière femme était une Autrichienne qui parlait très bien plusieurs langues, et l'allemand en particulier ; elle avait un frère au service de l'Autriche et elle recevait fréquemment les officiers.

La femme X... était une personne suspecte d'espionnage ; le capitaine Dreyfus lui fit plusieurs visites et il eut toutes relations par la suite lui disant qu'elle n'était pas catholique ; la traitant même de « sale espionne ».

En ce qui concerne les relations passagères de Dreyfus avec cette femme, il a été donné, au cours de l'interrogatoire, connaissance d'une lettre écrite à cette femme par le capitaine Dreyfus et se terminant par ces mots : « A la vie, à la mort ! »

Il y a quatre mois, après avoir fait la connaissance de cette femme, il l'oua une villa à la condition qu'elle serait sa maîtresse. S'il lui faisait ces offres, c'était pour faire cesser ses relations avec un médecin qui l'entretenait. Cette femme était mariée ; Dreyfus déclara rompre avec elle, après s'être aperçu qu'elle en voulait plutôt à sa bourse qu'à son cœur.

Au sujet du jeu, bien que Dreyfus, au cours de son interrogatoire, ait affirmé qu'il ne jouait pas, il appert des renseignements recueillis que Dreyfus était allé quelques soirs au Cercle de la presse, au Cercle de l'écriture, etc. Ces cercles n'ayant pas d'annuaire, il était difficile d'avoir des renseignements précis, et comme, en général, les gens qui fréquentent ces cercles sont peu recommandables, les témoins qu'on aurait pu trouver n'auraient pas apporté des témoignages d'une grande valeur.

Relativement au mobile qui aurait pu inspirer Dreyfus, le rapport dit :

Lors de l'examen de la Sortie de l'Ecole de guerre, Dreyfus a prétendu que le général examinateur lui avait donné comme « idée d'amour » une note inférieure à celle qu'il méritait ; qu'il avait réclamé naturellement contre cette note et contre le général qui lui avait donné, prétendant que cette note était donnée de parti pris et en raison de la religion à laquelle il appartenait.

L'incident qu'il voulait soulever n'eut pas les suites qu'il en espérait. Depuis, il n'a cessé de se plaindre, se disant victime d'une injustice.

Remarque que la note donnée était secrète et que, s'il a pu la connaître, ce n'est que par une indiscrétion commise ou provoquée. Cette indiscrétion est le propre de son caractère et de son esprit.

Le rapport ajoute :

En ce qui concerne les voyages de Dreyfus, il pouvait se rendre en Alsace avec la plus grande facilité sans être inquiété par les autorités allemandes qui connaissent parfaitement sa présence.

Ceci est d'autant plus surprenant qu'à cette époque les officiers français éprouvaient de grandes difficultés pour obtenir des autorisations et des passeports des autorités allemandes. Le peu de temps qu'a duré cette enquête ne m'a pas permis d'approfondir cette cause.

Le rapport se termine ainsi :

Le capitaine Dreyfus est intelligent, il possède une mémoire remarquable et parle plusieurs langues, et, notamment, l'allemand ; il sait l'italien, qu'il n'a pas dit n'en avoir rien su, et il a des notions. Il a le caractère très souple, voire obéissant, qui convient particulièrement dans les relations d'espionnage avec les agents étrangers. Dreyfus était donc tout indiqué pour la misérable et honteuse mission qu'il a provoquée ou acceptée et que, fort heureusement pour la France, la découverte que l'on fait maintenant l'a empêché de mener à bonne fin.

Sur la déposition de M. le commandant Brisset, le général Sausser, le 4 décembre, ordonnait la mise en jugement du capitaine Dreyfus et la convocation, pour le 19 décembre, du Conseil de guerre, qui le 22 décembre après des débats à huis clos et à l'unanimité, condamna Dreyfus à la déportation dans une enceinte fortifiée et à la dégradation militaire.

Le 31, le Conseil de révision, à l'unanimité, rejetait le recours formé contre ce jugement, indiquant que la procédure était régulière et que la peine était bien appliquée.

La condamnation prononcée avait dès lors force de chose jugée et était irrévocable en principe.

Mais, malgré l'autorité qui s'attache au décret de ce genre, le Code d'instruction criminelle permet exceptionnellement d'attaquer devant la Cour de cassation et de faire bénéficier le condamné soit de l'annulation, en vertu de l'article 431, soit de la révision, en vertu de l'article 443, cette disposition ayant été étendue aux tribunaux militaires en vertu de la loi de 1897, et aux tribunaux maritimes, loi du 4 juillet 1856, article 412.

L'annulation est possible par cela même qu'un arrêt est rendu contrairement à la loi, alors même que le fait serait parfaitement justifié.

La révision suppose une erreur judiciaire commise.

Il faut écarter l'annulation pour deux motifs : parce que le garde des sceaux a seul qualité de la réclamer et en deuxième lieu les Chambres réunies seraient incompétentes, l'article 441 n'étant pas modifié par la loi de mars 1899, c'est uniquement de la révision qu'il s'agit.

L'erreur judiciaire résulte aussi bien de l'acquiescement d'un coupable que de la condamnation d'un innocent, mais, à la différence de plusieurs Codes étrangers, la législation française n'admet pas un acquiescement qui révisé.

Art. 390 du Code d'instruction criminelle : Toute personne illégalement condamnée ne pourra plus être reprise ni condamnée à raison du même fait.

Nous ne nous attarderons pas, messieurs, à faire l'historique de cette appréciation.

Cette procédure a été mise en pratique par le législateur de 1890 qui craignait d'avoir trop facilement à supporter, à débattre, des réclamations contre la décision des juges ; élargie dans un sens plus libéral mais insuffisamment encore par la loi du 24 juin 1897, elle est actuellement régie par la loi du 8 juin 1895, combinée avec celle du 1^{er} mars 1899.

La loi du 24 juin 1897 disait, article 443 :

La révision pourra être demandée en matière criminelle ou correctionnelle, quelle que soit la juridiction qui ait statué, dans chacun des cas suivants :

1° Lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront reconnues propres à permettre une autre idée de l'auteur de la prétendue victime de l'homicide.

2° Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement aura condamné pour le même fait un autre accusé ou prévenu, et que, les deux condamnations ne pouvant se combiner, leur contradiction sera prouvée par l'innocence de l'un ou l'autre des accusés.

3° Lorsqu'un des témoins entendus aura été, postérieurement à la condamnation, pour suivi et condamné pour faux témoignage. Le témoin ainsi condamné ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats.

Et, article 444 :

Le droit de demander la révision appartiendra au ministre de la justice, 2° au condamné, à son conjoint, à ses parents, etc.

Ainsi, la demande ne pouvait réussir que si elle s'appuyait sur l'une des preuves légales strictement énumérées dans l'un des paragraphes de l'article 443.

Mais ce système de preuve légale était contraire aux idées.

Aussi, l'auteur de la loi du 8 juin 1895 pensant qu'il fallait, dans une juste mesure, tenir compte aussi des preuves morales, a inséré dans l'article 443 un quatrième paragraphe qui autorise la demande lorsque, après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des preuves inconnues lors des débats seront représentées, de nature à établir l'innocence du condamné.

Dans ce quatrième cas, le droit de demande de révision appartiendra au ministre de la justice seul, qui statuera après avoir pris l'avis d'une Commission composée de trois directeurs de son ministère et de trois conseillers, et la demande sera non recevable si elle n'a été inscrite au ministère de la justice, ou si celle-ci n'a pas reconnu le fait donnant lieu à révision.

C'est en vertu des dispositions générales ainsi consacrées par la loi du 8 juin 1895 que la Cour de cassation a été saisie.

La lettre de M. le garde des sceaux Sarrien est datée du 27 septembre 1898.

Après un résumé fort rapide de l'instruction suivie contre Dreyfus en 1894, et que vous connaissez, il donne une idée des faits qui se sont produits à l'occasion de cette affaire ; il rappelle notamment l'accusation portée en 1897 par M. Mathieu Dreyfus contre le commandant Esterhazy, qu'il dénonçait formellement comme étant le véritable auteur du bordereau, ainsi que le jugement du Conseil de guerre, en date du 27 janvier 1898, qui a acquitté cet officier.

Ce fut ensuite le procès en diffamation motivé par l'article intitulé : « J'accuse », de M. Zola, paru dans le journal *L'Aurore*.

Enfin, résumant la séance de la Chambre des députés du 10 juillet 1898, dans laquelle M. Cavaignac, répondant à l'interpellation de M. Castelin, était amené à donner lecture du document désigné nominativement sous le nom de : « Le canaille de D... ». Il ajoute que des doutes étant nés, postérieurement sur l'authenticité de cette pièce, M. Cavaignac poursuivit une enquête et, le 30 août 1898, le lieutenant-colonel Henry, chef du service des renseignements, fit, après de longues hésitations, l'aveu qu'il avait fabriqué ce document, qu'il fut immédiatement mis en état d'arrestation et conduit au Mont-Valérien, où il se donna la mort le 31 août 1898.

A la suite de ces événements, Mme Dreyfus adressa une requête au ministre de la justice, dans laquelle elle lui demandait de saisir la Cour de cassation d'un pourvoi en révision contre le jugement du 22 décembre 1894.

Cette requête, nous dit le garde des sceaux dans sa lettre d'envoi du 27 septembre, est fondée sur deux sortes de faits nouveaux, qui seraient de nature à prouver l'innocence de son mari. Mme Dreyfus, fait valoir que l'expertise des écritures, au cours des poursuites exercées devant le Conseil de guerre en novembre et décembre 1897, n'a pas abouti aux mêmes conclusions que celles de 1894 ; que, de plus, elle soutient que le faux commis en 1896 par Henry frappe de suspicion légitime l'original du bordereau ainsi que la déposition faite par cet officier en 1894.

Pour ce dernier fait, il est certain que le bordereau saisi en 1894 comme étant de Dreyfus, entre les mains du général Gonse, avait été remis à cet officier par le colonel Henry. D'autre part, au moment de son arrestation, le 30 août 1898, le colonel Henry a déclaré au général Rogot, chef de cabinet du ministre de la guerre, que cette pièce lui était parvenue par la voie ordinaire.

Il résulte, en outre, des renseignements du ministère de la guerre que le commandant Henry avait été délégué pour déposer, au début du procès Dreyfus, au nom du service des renseignements.

Il appartiendra à la Chambre criminelle d'apprécier si ce faux commis par Henry, en 1896, peut constituer dans l'affaire une suspicion en ce qui concerne le premier ordre de faits indiqués par Mme Dreyfus, qui tendrait à établir que son mari ne savait pas l'auteur du bordereau. Les experts chargés en 1897 de comparer l'écriture du bordereau avec celle du commandant Esterhazy, inconnu d'eux en 1894, constatent une certaine similitude, que celui-ci reconnaît d'ailleurs, similitude telle qu'il en arrive à l'hypothèse d'un décalque. Nous reconnaissons bien dans le bordereau des similitudes de l'écriture caractéristique de l'écriture d'Esterhazy, mais la seule serait la ressemblance. Peut-on, sur quelques mots, sur cette ressemblance à son écriture, déduire un fait ? D'autre part, et plus loin encore, peut-on supposer qu'un homme intelligent comme il l'est, ayant calqué l'écriture d'un autre homme, peut l'imiter à ce point afin de vouloir déjouer les perquisitions ?

Il importe d'ailleurs de remarquer qu'en somme, jamais Dreyfus n'a songé à attribuer le bordereau au commandant Esterhazy, et d'autre part la Cour se rappelle que, dans l'information suivie en 1898, pour faux, usage de faux et complicité, contre Esterhazy et la fille Pays, M. le juge d'instruction a saisi au domicile de cette dernière un document (cote 4) dans lequel le commandant Esterhazy reconnaît comme le brouillon de notes écrites par lui. Ce document est ainsi conçu :

« Que dois-je faire tout à l'heure, puisque les experts se refusent à conclure comme vous l'espérez ? Dois-je demander, comme c'est mon droit, l'expertise avec l'écriture de Dreyfus et repasser du décalque ? Comment ni Charavay, ni Varinard, que vous connaissez, n'ont-ils pas conclu comme moi ? Belhomme est un idiot, il n'y a qu'à le regarder ! Si les experts concluent que l'écriture est de moi, il est impossible pour ma défense de démontrer que c'est Dreyfus qui est l'auteur du bordereau. Considérez donc bien ceci : vous êtes les maîtres de l'instruction des experts, je n'ai plus qu'à m'en rapporter à vous. Mais, si cela vous échappe, comme je le crains, je suis dans l'obligation de démontrer que le bordereau est calqué par Dreyfus avec mon écriture. »

Ces documents rapprochés des constatations des experts de 1897 tendraient à laisser supposer que le bordereau serait, non pas comme l'ont déclaré les experts de 1894, de l'écriture décalquée du commandant Esterhazy, mais qu'il aurait été écrit par lui à l'aide de toutes les enquêtes et vérifications pour lesquelles l'article 445 du Code d'instruction criminelle lui donne les pouvoirs les plus étendus, et à examiner si les contradictions et si les faits ci-dessous relevés présentent le caractère prévu par l'article 443.

En conséquence et après avoir, conformément aux dispositions de l'article 444, pris l'avis de la Commission instituée auprès de la chancellerie, je vous charge, monsieur le procureur général, de déférer à la Chambre criminelle de la Cour de cassation, le jugement du Conseil de guerre du 22 décembre 1894.

L'avis de la commission consultative était formulé en ces termes :

Attendu que l'article 443, paragraphe 4, exige, pour que la révision puisse avoir lieu, qu'après la condamnation des faits viennent à se produire ou que des pièces, inconnues lors du débat, sont représentées de nature à établir l'innocence du condamné ;

Attendu que des documents produits à la Commission il ne résulte aucun fait nouveau et qu'il n'est représenté aucune pièce de nature à établir l'innocence du condamné ;

Que ce fait ne peut être vu dans la fabrication d'une pièce fautive par le colonel Henry, d'abord parce que cette pièce postérieure de deux ans à la décision n'a pu avoir influé sur cette décision, ensuite parce que le commandant Henry est resté étranger à la détermination de poursuivre Dreyfus et qu'il résulte de la procédure que son rôle y a été insignifiant ;

Qu'il ne peut être prouvé non plus, ni dans les divergences d'appréciation d'écritures, soit des émanations d'écritures, soit qu'elles émanent de personnalités quelconques, ces divergences, en matière aussi conjecturale, ne pouvant être sérieusement invoquées comme constituant le fait nouveau de nature à établir l'innocence du condamné, ou dans les deux pièces saisies, alors qu'aucune de ces pièces ne peut démontrer que la condamnation a été frappée Dreyfus soit le résultat d'une erreur ;

Par ces motifs : La Commission n'est pas d'avis qu'il y ait lieu à révision.

M. le procureur général en envoyant à la Chambre criminelle, le 4 octobre 1898, la lettre du garde des sceaux, prit des réquisitions tendant à ce qu'il plaise à la Cour déclarer recevable la demande en révision formulée par M. le garde des sceaux et, statuant au fond, infirmer le jugement du premier Conseil de guerre de Paris qui a condamné Dreyfus ; renvoyer ledit Alfred Dreyfus devant le Conseil de guerre qu'il plaira à la Cour désigner ; très subsidiairement et pour le cas seulement où la Cour le jugerait nécessaire, ordonner un supplément d'information conformément à l'article 445.

La Chambre criminelle avait ainsi à vérifier si la demande en révision réunissait toutes les conditions, les unes de forme, les autres de fond, requises par la loi.

Les conditions de forme sont :

La lettre du garde des sceaux.

L'observation du délai d'un an.

Les conditions de fond sont :

Où bien la production d'une pièce propre à faire naître le doute ;

Où bien l'impossibilité démontrée de concilier entre elles deux condamnations prononcées contre deux individus pour le même crime ;

Où bien enfin des faits nouveaux ou des pièces nouvelles de nature à établir l'innocence du condamné.

La Chambre criminelle, jugeant remplies les conditions de forme, a, le 29 octobre, déclaré recevable en la forme la demande ; mais quant aux conditions de fond, elle a estimé que l'affaire n'était pas en état et, usant du droit que lui conférait le quatrième cas de l'article 443 et le troisième cas de l'article 445, d'après lesquels, si l'affaire n'est pas en état, la Cour procède à toutes enquêtes sur le fond, confrontation, etc., elle a dit :

Sur la recevabilité de la demande en révision :

Attendu que la Cour est saisie par son procureur général en vertu d'un ordre exprès du ministre de la justice, agissant après avoir pris l'avis de la Commission instituée par l'article 444 du Code d'instruction criminelle ; que la demande rentre dans le cas prévu par le dernier paragraphe de l'article 443, qu'elle a été introduite dans les délais fixés par l'article 444 ; enfin, que le jugement a force de chose jugée ;

Sur l'état de la procédure :

Attendu que les pièces produites ne mettent pas la Cour en mesure de statuer au fond ;

La Cour déclare la demande recevable en la forme ; dit qu'il sera procédé par elle à l'enquête supplémentaire ; dit d'avoir lieu de statuer, quant à présent, sur la demande du procureur général tendant à la suspension de la peine.

L'enquête a eu lieu.

Le 9 février dernier, elle a été close.

Ultérieurement est intervenue la loi du 1^{er} mars 1899.

C'est donc à vous, toutes Chambres réunies, appelées à statuer par la loi du 1^{er} mars 1899, qu'appartient de résoudre la question restée entière de savoir si la demande, recevable en la forme, est également recevable au fond.

Cette question, messieurs, je commencerai par l'étudier d'une manière générale et sans me préoccuper de l'affaire Dreyfus.

J'examinerai en droit ce que, dans le langage de la loi du 8 juin 1895, il faut entendre par des faits qui viennent à se produire ou à se révéler, des pièces inconnues lors du débat de nature à établir l'innocence du condamné.

J'examinerai en droit aussi quelle est, d'après la déclaration de la recevabilité, l'étendue de vos pouvoirs, et par qui la révision doit être effectuée.

Messieurs, il est de principe en matière criminelle que le doute profite à l'accusé réputé innocent et l'autorité de la chose jugée entraîne nécessairement cette conséquence que le condamné est au contraire présumé coupable.

De là il ressort *a priori* que de simples doutes souvent difficiles à lever lorsque l'auteur de l'infraction n'a pas été pris en flagrant délit, ne sauraient être considérés par le législateur comme suffisants pour faire tomber la condamnation, sauf l'exercice du droit de grâce par le chef de l'Etat.

Aussi l'on s'explique très bien les modifications subies avant le vote définitif par le texte du projet qui est devenu la loi du 8 juin 1895.

Il portait d'abord, article 443, paragraphe 4 :

Lorsqu'un fait vient à se produire ou à se révéler d'où paraît résulter la non-culpabilité de celui qui a été condamné.

La formule était trop large, car elle eût en réalité permis de donner pour base à la demande de révision la survenance de doutes même légitimes. On l'a donc restreinte, sur la proposition du Conseil d'Etat, dans les termes que vous savez : « De nature à établir l'innocence de l'accusé ».

Les deux rédactions, suivant l'observation très juste de M. Lepoitevin, professeur à la Faculté de droit (*Bulletin de la Société générale des prisons*, juillet 1895, page 950) ne sont pas l'équivalent l'une de l'autre.

En effet, de simples doutes peuvent faire déclarer un individu non coupable, tandis que l'affirmation de l'innocence implique une certitude.

Mais est-ce à dire que pour la recevabilité de la demande en révision il faille

une affirmation de l'innocence emportant une certitude ? Non.

A la vérité, dans un passage du rapport présenté par M. Jacquin au Conseil d'Etat (Note. Annexe parlementaire, Sénat, 1892, 393) on lit :

Nous sommes amenés à proposer pour le nouveau cas de révision une formule qui soit assez générale pour comprendre toutes les hypothèses d'erreurs possibles, assez restreinte pour n'autoriser la révision que quand elle sera commandée par la certitude de l'erreur.

Mais un passage précédent, page 361, était beaucoup moins absolu :

La chose jugée ne doit pouvoir être attaquée qu'en présence d'une certitude ou tout au moins d'une présomption particulièrement grave d'erreur. Une présomption particulièrement grave d'erreur est suffisante...

Nous le croyons aussi.

C'est pourquoi la loi ne dit pas que le fait nouveau doit établir l'innocence ; si elle le disait, on ne comprendrait pas l'article 445 qui, sans distinction entre les quatre cas de l'article 443, propose, vous le verrez tout à l'heure, dans une mesure que nous aurons à préciser, le principe d'une cassation avec renvoi : avec renvoi devant un autre juge, Conseil de guerre par exemple, un jury de Cour d'assises qui, librement, dans l'indépendance de sa conscience, prononcera un verdict d'acquiescement ou de condamnation.

Ces deux dispositions ne seraient pas conciliables, car, s'il était vrai que pour être caractérisé dans le sens de l'article 445, paragraphe 4, le fait nouveau doit établir l'innocence, s'il était vrai que cette démonstration immédiate rendit seule la demande recevable, la déclaration de recevabilité se confondrait par la force des choses avec la révision elle-même.

De telle sorte que le renvoi serait sans objet, ou plutôt présenterait l'inconvénient grave d'une contradiction à craindre entre votre arrêt et la décision ultérieure qui interviendrait définitivement.

Aussi la loi de 1895 parle-t-elle uniquement de faits qui sont de nature à établir l'innocence ; qui sont de nature à l'établir, mais qui, peut-être, en dernière analyse, ne l'établiront pas.

Dans ce système, aucune contradiction juridiquement n'existe entre votre arrêt déclarant la demande recevable et la décision ultérieure d'un conseil de guerre maintenant la condamnation.

La recevabilité est

acquittés ou sont morts avant toute poursuite.

Le point de départ de cette argumentation est celui-ci : rien de plus simple à imaginer que l'hypothèse d'un condamné pouvant encore bénéficier de la prescription publique.

Par l'effet de la cassation, si la recevabilité est déclarée au fond, il redevient d'une part un simple prévenu ou accusé. Dans l'article 445, évidemment le mot « partie » rapproché du mot « condamné » qui vient ensuite, ne s'applique qu'aux personnes dont la condamnation est à réviser, car ce sont les seules pour lesquelles on ait à se demander quel sera le juge de la révision, si c'est un Tribunal de renvoi ou la Cour de cassation elle-même.

La jurisprudence de la Chambre criminelle est, de ce sens ; mais laissez-moi vous citer un précédent dans lequel on relevait, — comme dans l'affaire Dreyfus — la contradiction entre deux expertises concernant deux personnes successivement poursuivies, dont l'une avait été condamnée et l'autre acquittée.

Un sieur Valet avait été traduit devant le Tribunal correctionnel de Verdun pour avoir adressé à un sieur Lebrun une lettre anonyme contenant des menaces d'attentat criminel. Des experts avaient déclaré que, malgré de nombreux points de dissemblance, il apparaissait une similitude suffisante pour inspirer la conviction qu'il était l'auteur de la lettre incriminée. Mais il avait toujours protesté de son innocence et, dix-huit mois plus tard, apprenant qu'un sieur Yvain, dans une conversation avec un tiers, se serait avoué coupable, il avait signalé le fait au Parquet.

Des poursuites furent alors dirigées contre Yvain, auquel deux autres experts, MM. Charavay et Pelletier, attribuèrent la paternité gratuite de cet écrit.

Yvain, cependant, fut acquitté en première instance et en appel, mais le Tribunal et la Cour constatèrent eux-mêmes que, outre la contradiction entre les deux experts, diverses circonstances étaient favorables à Valet. Demanda la révision à raison de faits nouveaux de nature à établir l'innocence de Valet ; le 18 juin 1898, arrêté au rapport de notre regretté collègue M. de Rouvradé :

« Attendu qu'il paraît résulter que, de l'information ouverte, de la plainte contre Yvain et la décision de première instance et d'appel qui ont prononcé l'acquiescement de ce prévenu, que Valet n'est pas l'auteur de la lettre anonyme adressée le 22 mars 1894 au sieur X... ; qu'en effet il est dit dans le jugement du Tribunal correctionnel de Verdun, 28 août 1897, que de l'expertise ordonnée au cours de l'instruction il semble résulter que la lettre incriminée ne doit pas être imputée à Y... »

« Que, d'autre part, il est dit, dans les motifs du jugement de la Cour d'Amiens du 43 novembre 1897, que l'appréciation du jugement de première instance est corroborée par les faits nouveaux révélés par les contradictions des experts et la pièce produite dans les instances postérieures ;

« Que ces constatations si graves sont autant de faits nouveaux pouvant être de nature à établir l'innocence du condamné ;

« Par ces motifs, casse et annule, et pour être statué à nouveau sur les faits relevés par le motif V... par l'ordonnance du jugement d'instance du 24 juillet 1894 ;

Tels sont, messieurs, les principes que nous aurons à appliquer dans la cause.

Le sujet que j'ai à traiter devant vous semble s'élargir. Soyez sûrs que je n'en franchirai pas les limites.

Pour aborder la question si irritante — j'entends rester sur le terrain exclusivement judiciaire — ce sera de consacrer, pour la loi même :

1° Si la demande introduite dans l'intérêt de Dreyfus est recevable en la forme, aux termes de l'arrêt du 24 octobre dernier, elle est également recevable au fond en vertu de l'article 442, paragraphe 4.

2° En cas d'affirmative, si l'arrêt est basé, avec ou sans renvoi, et comme la décision du Conseil de guerre a pour elle, jusqu'à preuve contraire, l'appréciation légale de vérité qui protège la chose jugée, que causerait la mort d'un témoin sur lequel on se fonde pour l'attaquer, ou si elle peut servir à la défendre.

Je donnerai ensuite mon opinion personnelle.

La requête adressée par Mme Dreyfus à la chancellerie, le 3 septembre 1896, et la lettre du 27 septembre, par laquelle le garde des sceaux a saisi la Cour de cassation, alléguant deux faits nouveaux : le faux Henry et la contradiction entre les experts de l'affaire Dreyfus de 1894 et l'expertise de l'affaire Esterhazy de 1897.

Mais, dans les conclusions du 26 octobre devant la Chambre criminelle, M^e Mornard en ajoutait un autre dans l'examen duquel débute le mémoire imprimé, distribué à toutes les Chambres réunies.

Ce fait, c'est le vice d'illégalité dont serait entachée la décision du Conseil de guerre prononçant, sur le vu de pièces secrètes qui n'auraient pas été communiquées à la défense, et qui ne seraient même pas applicables au condamné.

Voici le raisonnement de son mémoire sur ce point :

« Le dossier judiciaire ne relevait, en définitive, qu'une charge contre Dreyfus : certaines ressemblances de son écriture avec celle du bordereau, qu'apparaissent au n'avait pas soupçonnées ; et si la déposition de quelques témoins entendus par le commandant d'Ormescheville indiquait chez lui une tendance à se renseigner, même indiscrètement, sur des questions militaires étrangères à son service. Il était impossible, sans autres preuves, de prétendre que sa curiosité ne fût pas simplement celle d'un stagiaire avide de s'instruire.

D'autre part, si sa vie privée n'a situation de fortune, ni les incidents de sa carrière militaire ne fournissaient une explication quelconque du mobile qui l'aurait poussé à un acte aussi infâme. Mais son écriture présentait, à côté de différences sensibles, des ressemblances avec celle du bordereau ; encore une fois, c'était la principale charge.

Prenez le rapport de l'officier de police judiciaire du Paty de Clam ; la base de l'accusation et le rapport établissent que les documents militaires confidentiels ont été adressés à une puissance étrangère. De même dans le rapport d'Ormescheville la base de l'accusation portée sur le capitaine Dreyfus, etc.

Or, cette genèse n'était pas trop solide, puisque sur cinq experts consultés, deux, M. Gobert et M. Pelletier, déclaraient

rent ne pouvoir lui attribuer le bordereau.

Un acquiescement était à prévoir et pour l'empêcher on n'a pas reculé, dit le mémoire, devant la violation des formes ordinaires.

Le fait était signalé au public en 1896 par une note insérée dans le journal *L'Éclair* ; il avait été l'objet d'une demande adressée au gouvernement par M. Jaurès ; il avait été affirmé en Cour d'assises au procès Zola ; mais il n'était pas encore judiciairement prouvé sur le mémoire. Il l'est aujourd'hui.

Le général Mercier, ministre de la guerre en décembre 1894, avait délégué pour assister à l'audience et lui rendre compte jour par jour des débats qui se passaient à huis clos le chef de bataillon Picquart, alors sous-chef du 3^e bureau, aujourd'hui lieutenant-colonel en réforme.

Le 6 septembre 1898, M. Picquart écrivait au garde des sceaux (liasse n° 1, 1^{er} dossier, cote 5) :

« J'ai été initié à la genèse de l'affaire Dreyfus, j'ai été mis au courant au jour le jour plus ou moins directement de toutes les phases de l'instruction ouverte contre l'expert ; j'ai assisté, par ordre du ministre de la guerre, aux débats du Conseil de guerre et à la séance du Conseil de révision qui a suivi ; j'étais présent, sur l'ordre du ministre, à la dégradation de Dreyfus ; j'ai eu entre les mains les pièces de l'accusation ; j'en ai discuté la valeur avec mes chefs ; j'ai lu toute la correspondance échangée entre Dreyfus et sa famille pendant que j'étais chef du service des renseignements, de juillet 1895 à novembre 1896.

Le garde des sceaux, M. Sarrien, ayant donné le jour même connaissance de cette lettre au ministre de la guerre, le général Zurlinden, recevait du ministre, le lendemain 7, une réponse que voici :

« Il est exact que M. Picquart a joué pendant et après l'affaire Dreyfus le rôle qu'il s'applique :

Mais M. Picquart, le 6 septembre, avait ajouté :

« J'affirme qu'au moment où j'ai quitté mon service au bureau des renseignements, le 14 novembre 1896, il n'existait contre Dreyfus que les charges suivantes :

« Le dossier juridique du procès devant le Conseil de guerre ; ce dossier, très volumineux, ne renfermait comme pièces sérieuses que le bordereau.

« 2^e Le dossier secret ; ce dossier comprenait deux parties, l'une communiquée aux juges en chambre du conseil, etc... »

Sur cette partie de la lettre, le ministre de la guerre ne s'était pas prononcé dans sa lettre du 7.

Le 11 septembre le garde des sceaux lui écrivit :

Dans votre lettre du 7 en me renvoyant la lettre du lieutenant-colonel Picquart en date du 6, que je vous avais communiquée, vous me dites qu'il est exact, etc... »

Or, dans cette lettre, M. Picquart affirme qu'une partie du dossier secret concernant Dreyfus aurait été communiquée aux juges, en chambre du conseil, et que cette partie était composée de quatre pièces dont l'une était écrite en langue étrangère et une autre contenait ce passage : « Ce canaille de D... »

Ce passage de la lettre, non contredit par vous, a paru assez grave de la que je vous n'osais d'appeler votre attention spéciale sur ce point et de vous demander de me dire si, vraiment, il est exact ou non qu'une partie du dossier, etc... »

Le général Zurlinden lui répondit aussitôt :

« J'ai reçu... J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il n'y a pas trace, au ministère de la guerre, de la communication de pièces en chambre du Conseil de guerre.

Mais dans une seconde lettre, datée du 14 septembre, M. Picquart maintient ses affirmations et explique que lui-même avait représenté à MM. les généraux Mercier et de Boisdeffre l'acquiescement comme possible, après la contradiction des experts, on avait communiqué aux juges, avec un commentaire rédigé par le commandant du Paty de Clam, quatre pièces :

1^{re} Un mémorandum de l'agent A, de janvier 1894...
2^{de} Une lettre de l'agent B à l'agent A, concernant un avis n° 40 ;
3^{de} Une note relative au départ de l'agent étranger, 33, 34 ;
4^{de} La pièce la plus importante, n° 25, « Ce canaille de D... », celle qu'Esterhazy a appelée le document libérateur. Elle n'a pas de date ; mais elle est antérieure, comme arrivée au service des renseignements, au 16 avril 1894.

Je regrette bien de ne pas vous avoir vu avant mon départ. Ci-joint un plan que ce canaille de D m'a donné pour vous. Je lui ai dit que vous n'aviez pas l'intention de reprendre vos relations ; je lui ai dit qu'il avait malentendu ; qu'il s'était entêté, que vous lui en vouliez, et que vous ne voudriez pas reprendre les relations avec lui. Faites ce que vous voulez.

« Au sujet de sa communication, Picquart, le 15 septembre, donnait les détails suivants :

« Je ne suis pas entièrement fixé sur la personne qui a donné le dossier au président du Conseil de guerre ; c'est peut-être moi, c'est peut-être d'autres. Cela peut vous paraître étrange ; mais c'est en réalité naturel, parce que j'ai eu à porter plusieurs fois au colonel Maurel, et que je ne connaissais pas encore l'aspect extérieur du dossier secret. La version courante était que le pli avait été remis au colonel Maurel, qui l'avait ouvert en chambre du Conseil. A quel moment ?

Après la clôture des débats, parce qu'avant l'ouverture des débats, je lui ai dit que l'impression n'était pas en faveur de l'accusation, et que les juges devaient être fixés sur le dossier secret. Il n'a pas contredit. Cette version n'a pas prévalu au ministère.

Devant la Chambre criminelle, Picquart a persisté dans ses déclarations (page 89), et il a été confirmé par l'enquête que le commentaire dont il parlait existait incontestablement. M. du Paty de Clam en a convenu (page 305).

Il est exact, dit M. du Paty de Clam, que le colonel Sandherr m'a pris d'écrire une note sous ses yeux et avec sa collaboration, en vue d'établir la concordance de certaines pièces qu'il m'a montrées ; le colonel Sandherr m'a pris cette note ; j'ignore ce qu'il en a fait. Ce fait a dû se passer au commencement de décembre 1894.

Demande posée par un conseiller. — Quel est le sens exact que le témoin attache à ce mot de « concordance » auquel il a réduit tout à l'heure l'intérêt de la note dont il était question ? Est-ce seulement la concordance des pièces entre elles destinées à établir l'authenticité par une communauté d'origine, ou bien est-ce la concordance de ces pièces avec les déclarations de nature à la déterminer à rejeter la demande, et c'est sur ces autres éléments qu'elle doit être éclairée, et savoir s'ils ont été soumis au Conseil de guerre ?

Le général Mercier. — Je persiste dans ma déclaration : je ne crois pas que la Cour de cassation ait à s'occuper de cette question.

Le président. — La Cour de cassation a mission d'arriver à la manifestation complète de la vérité. Si elle admettait les moyens de révision, elle ferait disparaître certains éléments de culpabilité ; mais il pourrait en exister d'autres de nature à la déterminer à rejeter la demande, et c'est sur ces autres éléments qu'elle doit être éclairée, et savoir s'ils ont été soumis au Conseil de guerre ?

Le général Mercier. — Je persiste dans ma déclaration : je ne crois pas que la Cour de cassation ait à s'occuper de cette question.

quelles étaient les pièces qui figuraient dans ce dossier et qui étaient l'objet de la note ?

Le commandant du Paty. — Je n'ai pas vu le dossier, j'ai vu un certain nombre de pièces tirées d'un dossier et qui ont été mises successivement sous mes yeux. Les pièces émises par le colonel Picquart faisaient partie de celles qui ont passé sous mes yeux ; je ne m'en souviens pas assez pour pouvoir les énumérer moi-même ; le nom de Dreyfus n'a pas été écrit par moi dans cette note, autant que je puis m'en souvenir.

M. du Paty de Clam ne se souvient pas d'avoir écrit dans son travail du commencement de décembre 1894 le nom de Dreyfus. Il avoue d'ailleurs avoir eu pour but d'établir qu'il y avait une trahison à l'état-major général, mais imputable à qui ? à Dreyfus évidemment, qui était arrêté et sur le point de passer en jugement.

La rédaction du commentaire serait donc intéressante à connaître ; malheureusement elle n'est pas au dossier et le général Gonse a indiqué pourquoi, page 398 :

Cette note commentaire avait été rédigée, au mois de novembre ou décembre 1894, par ordre du ministre de la guerre (général Mercier) et pour lui seul. Le ministre de la guerre avait donné l'ordre au colonel Sandherr de détruire cette pièce. Le colonel Sandherr n'avait exécuté qu'en partie l'ordre du ministre, puisque l'original en avait été détruit et qu'il en avait gardé une copie. C'est cette copie, qui était la propriété de M. le général Mercier, qui lui a été remise par moi, sur l'ordre du ministre, le 14 novembre 1897. Ce commentaire s'appliquait, autant qu'il m'en souviens, au mémorandum de l'agent A qui commence par les mots : « doute, preuve » ; à la lettre de B à A, ou il est question de « Ce canaille de D... », et enfin à une autre lettre de B à A, lettre où il est question du colonel Davignon, alors chef du deuxième bureau.

Dans les différents rapports faits successivement sur le dossier secret, il a été tenu compte des indications de la note du Paty de Clam, et les pièces visées sont au dossier.

La Cour avait demandé communication de la copie remise au général Mercier. Celui-ci, le 24 avril dernier, a écrit au ministre de la guerre :

Monsieur le ministre, En réponse à votre lettre, en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer que le dossier secret n'a, en effet, remis à la fin de 1897 la copie d'une note que j'avais fait établir à la fin de 1894 pour mon usage personnel. Cette note contenait la classification des pièces qui composaient à cette époque le dossier secret de l'affaire Dreyfus, avec un commentaire relatif à ces pièces. Il avait été établi pour moi personnellement et ne faisait pas partie du dossier. Aussi, j'avais donné l'ordre de le détruire en janvier 1895, quand j'ai quitté le ministère de la guerre, et l'original, en effet, a été détruit devant moi. Il paraît, cependant, qu'une copie avait été conservée, contrairement à mes ordres ; le général Gonse me la remise en 1897 en m'informant qu'une autre copie avait été établie par le général Billot, alors ministre de la guerre. Je l'ai immédiatement jeté au feu, en présence du général Gonse et dans son cabinet.

Le général Gonse a écrit, de son côté, le 30 avril :

Monsieur le ministre, Par votre lettre du 29 avril, vous voulez bien me demander de préciser mes souvenirs au sujet de la remise, en 1897, à M. le général Mercier, de la copie d'une note ou commentaire se rapportant à des pièces secrètes de l'affaire Dreyfus. J'ai l'honneur de vous faire connaître, ainsi que je l'ai dit devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation, dans ma déposition du 27 janvier 1898, que j'ai remis la copie de la note dont il s'agit au général Mercier à la fin de 1897, sur l'ordre que j'en avais reçu du chef de l'état-major général. La remise en a été effectuée dans mon cabinet, et le général Mercier détruisait cette pièce immédiatement en la jetant au feu en ma présence. Ceci a dû se passer en décembre 1897, à une date qu'il m'est impossible de préciser complètement.

M. le général Mercier, qui commandait alors le 4^e corps d'armée au Mans, était à Paris depuis un certain temps pour les travaux de la Commission supérieure de classement. Je donne ce dernier renseignement pour permettre le plus grande précision possible, n'ayant pas d'autre point de repère pour fixer la date à laquelle cette copie a été remise. Quant aux autres détails, je m'en réfère à ma déposition du 27 janvier 1898.

La déposition précitée ne parle pas de copie jetée au feu, et le mémoire s'étonne que le général Mercier ait considéré comme sa propriété personnelle une pièce devant faire partie du dossier secret.

Il n'en est pas moins vrai que le commentaire existe, et la communication qu'a reçue du dossier secret, en partie au moins, du dossier de guerre n'est pas de nature non plus.

En effet, M. Casimir-Perier, qui en décembre 1894 était Président de la République, a fait le 28 décembre dernier, devant la Chambre criminelle, la déclaration suivante :

Le président. — Le général Mercier ne vous aurait-il pas parlé, postérieurement au jugement, de pièces secrètes qui auraient été communiquées au Conseil de guerre, et qui auraient été considérées comme preuve de la culpabilité de Dreyfus ?

M. Casimir-Perier. — Je n'ai entendu parler que d'une seule pièce, celle citée : « Ce canaille de D... », devient réellement trop exigeant. Je n'ai pas en connaissance d'autres pièces secrètes. Le général Mercier m'a dit que ces pièces avaient été mises sous les yeux du Conseil de guerre, mais il n'a pas dit à quelle occasion le général Mercier aurait tenu ce propos ?

M. Casimir-Perier. — C'est, je crois, avant la condamnation, mais je n'avais pas compris que cette communication dût être limitée aux juges mêmes.

Quelles ont été, à cet égard, les explications des généraux Mercier et de Boisdeffre ?

Le général Mercier, page 7 :

Le président. — N'y a-t-il pas d'autres faits ou documents, étrangers à la procédure judiciaire, qui auraient été soumis au Conseil de guerre avant la condamnation et en dehors de l'accusé ?

Le général Mercier. — Je ne crois pas avoir à m'expliquer sur ce point, la demande en révision est limitée aux moyens tirés de faux commis par Henry et de la contradiction des experts, et c'est seulement que M. le garde des sceaux a relevé la communication qui aurait été faite de pièces secrètes, malgré la demande que lui en avait adressée Mme Dreyfus.

Le président. — La Cour de cassation a mission d'arriver à la manifestation complète de la vérité. Si elle admettait les moyens de révision, elle ferait disparaître certains éléments de culpabilité ; mais il pourrait en exister d'autres de nature à la déterminer à rejeter la demande, et c'est sur ces autres éléments qu'elle doit être éclairée, et savoir s'ils ont été soumis au Conseil de guerre ?

Le général Mercier. — Je persiste dans ma déclaration : je ne crois pas que la Cour de cassation ait à s'occuper de cette question.

Le président. — M. Cavaignac, dans son discours, a cité deux pièces dans lesquelles figure l'initiale D, ces pièces, qu'il applique à Dreyfus, ont-elles figuré dans la procédure judiciaire ?

Le général Mercier. — Non.

Le président. — Ces pièces ont-elles été soumises au Conseil de guerre ?

Le général Mercier. — Je ne puis pas vous répondre, par le même motif que j'ai donné.

Et le général de Boisdeffre, page 176 :

Le président. — Savez-vous si un dossier secret a été communiqué au Conseil de guerre ?

Le général de Boisdeffre. — Je vous demanderai de ne pas répondre à cette question, qui n'est pas soumise en ce moment au jugement de la Cour.

Le mémoire constate que ce refus de répondre, loin d'être une dénégation, a toute la force d'un aveu.

Si aucune illégalité n'avait été commise, est-ce que les deux généraux ne se seraient pas empressés de le déclarer bien haut, est-ce qu'ils n'auraient pas saisi cette occasion de démentir expressément les bruits qui, propagés depuis près de deux années dans la presse, avaient trouvé un écho et à l'audience de la Cour d'assises et à la tribune du Parlement ?

On ne viole pas un secret professionnel quand on affirme qu'on n'a pas violé la loi.

Si les témoins se sont tus, c'est qu'ils ne pouvaient pas nier.

Au surplus, il existe un autre témoignage dans l'enquête, c'est celui de M. Laroche, page 387.

En 1896, alors que j'étais résident général à Madagascar avant que l'on parlât d'erreur judiciaire, au cours d'une conversation, il m'arriva de demander si quelqu'un connaissait la nature de sa trahison. Mon officier d'ordonnance, le capitaine du génie Duprat, actuellement à Grenoble, entendait ma question, répondit aussitôt : « Dreyfus a été condamné pour avoir livré à l'étranger les plans de la région de Nice. Il y a là, à la fois, le nom de Dreyfus, le capitaine Freystetter, de l'infanterie de marine, nous le voyons quelquefois et il nous a dit publiquement : « Cette canaille de Dreyfus a livré à l'étranger des plans de la région de Nice, voilà pourquoi nous l'avons condamné. »

A diverses reprises, depuis cette époque je suis revenu sur ce sujet avec mon officier d'ordonnance, et il m'a toujours répété dans les mêmes termes la révélation que le capitaine Freystetter avait faite devant lui. J'en ai gardé la conviction que de toutes les charges qui avaient été relevées contre Dreyfus, celle-là surtout avait frappé l'un de ses juges.

La déclaration de M. Laroche concorde avec celle de M. Casimir-Perier, d'après laquelle le Conseil de guerre a eu, de l'aveu même du général Mercier, connaissance de la pièce : « Ce canaille de D... » relative à la livraison de douze plans directeurs de la région de Nice.

Or, ce document qui, annexé au commentaire de M. du Paty de Clam, a pu exercer sur la condamnation une influence décisive, non seulement il n'est pas communiqué à la défense, mais il ne s'applique même pas à Dreyfus.

Pendant deux années, l'opinion courante au service des renseignements, sur la foi du commentaire, avait été que « ce canaille de D... » désignait Dreyfus.

Mais déjà, à la Chambre des députés, dans la séance du 7 juillet 1898, M. Cavaignac, ministre de la guerre, avait admis qu'il subsistait un certain doute dans l'esprit du fait que le nom est désigné par une initiale, et, devant la Chambre criminelle, il avait ajouté (page 24) : « qu'il s'est frappé dans une certaine mesure de ce que le ton sur lequel il est parlé de Dreyfus dans ces pièces ne concorde pas très exactement avec la situation des agents étrangers vis-à-vis d'un officier leur livrant les secrets essentiels de la défense ; malgré les indices qui permettraient d'attribuer à Dreyfus la livraison des plans directeurs, il pense que cet acte de trahison ne s'adapte pas aussi bien que les autres avec les conditions que remplissent Dreyfus.

Le commandant Cuiquet, chargé par le ministre de communiquer à la Chambre criminelle le dossier secret, a dit également, page 265 : « Quant à la pièce « Ce canaille de D... », rien ne prouve qu'elle désigne Dreyfus, et je serais plutôt de l'avis de Picquart quand il estime qu'elle ne peut s'appliquer à lui, étant donné le sans gêne avec lequel l'auteur de la lettre traite ce D... »

C'est l'observation qu'avait faite Picquart, page 93 :

Le président. — Quelle interprétation avez-vous donnée, à ce moment, à ces mots : « Ce canaille de D... » ? Les avez-vous appliqués à Dreyfus ?

Le colonel Picquart. — En aucune façon, et pour les raisons suivantes : d'abord, à cause des documents fournis et de l'explication invraisemblable donnée par le commentateur au sujet de la manière dont il aurait été pris ; ensuite, Dreyfus, s'il avait fait un espionnage, aurait été une personne tellement précieuse pour un gouvernement étranger qu'il est inadmissible qu'on l'ait traité aussi légèrement. D'ailleurs, les espions importants ont leurs noms démasqués dans le pays de l'agent B. J'ai personnellement eu connaissance d'un espion qui s'appelait "X", qui s'est présenté sous le nom de L... et qu'on a appelé N...

Le mémoire fait remarquer que, suivant une conversation de M. Trarieux avec le comte Toriell (page 323), « ce canaille de D... » était un pauvre hère connu sous le nom vulgaire de Dubois ; et dont, en effet, le dossier secret porte, pages 320, 322, 324, la trace d'espionnage.

Voilà donc la pièce qui, sans être communiquée à M^e Demange, a été présentée au Conseil de guerre comme s'appliquant à Dreyfus.

Or, le respect des droits de la défense a toujours été énergiquement consacré par la jurisprudence de la Cour de cassation :

Attendu, disait déjà un arrêt du 14 mai 1835, que la communication de pièces sur lesquelles peut s'appuyer la prévention est nécessaire pour que la défense soit libre et complète ;

Aussi lorsqu'un jugement a été rendu, sur pièces occultes est-il passible d'une nullité d'ordre public. La preuve d'une nullité peut se rencontrer dans le jugement lui-même, qui émane d'une juridiction correctionnelle, et les parties intéressées n'ont alors qu'à se pourvoir pour obtenir justice.

Mais, quand il s'agit de Conseil de guerre la preuve ne résultera que de circonstances extrinsèques ; cela ne sera possible que si à l'égard des parties le délai de pourvoi est expiré, le ressortira alors au ministre de la justice le droit de poursuivre l'annulation entière ; il lui restera un autre droit, celui qui confère

l'article 443, celui de demander la révision du procès à raison du fait ainsi révélé.

Objectera-t-on que, si la communication de pièces secrètes requies ainsi par les juges, en dehors de la défense, constitue en la forme une illégalité de nature à amener l'annulation, elle ne constitue pas un fait de nature à amener l'innocence du condamné ? L'objection se comprendrait si le document était une charge de l'accusé, mais ne se comprend plus du moment que le contraire est démontré. Appliqué à Dreyfus, dont il a amené la condamnation, le document qui comprend ces mots : « Ce canaille de D... » est aujourd'hui comme une pièce reconnue fautive, dont la production devant un Conseil de guerre a vicié le jugement non pas seulement en la forme, mais au fond.

C'est par suite de considérations de ce chef que la demande, aux yeux du mémoire, serait par suite justifiée.

En 1896, le faux commis par le lieutenant-colonel Henry met en suspicion légitime le rôle joué par lui en 1894.

La révélation de ce crime en 1898 est un fait rentrant dans les prévisions de l'article 443, paragraphe 4, et depuis l'enquête de la Chambre criminelle le moyen s'est élargi.

Au faux Henry, le mémoire rattache un connexe procédant de la même idée et tendant au même résultat, accompli par Henry de concert avec le lieutenant-colonel du Paty de Clam, pour accumuler respectivement les charges contre Dreyfus, de telle sorte que la suspicion croît aujourd'hui de la part prise au procès de 1894 par ces deux officiers.

Il importe donc, dit le mémoire, de préciser nettement quel a été dans ce procès leur rôle, et quelle influence ce rôle a pu avoir sur le verdict de condamnation.

En 1894, on les voit tous deux apparaître dès le début des poursuites, le jour même de l'arrestation de Dreyfus, le 15 octobre.

Depuis la veille, du Paty de Clam est délégué par le ministre pour remplir les fonctions d'officier de police judiciaire. Il fait venir Dreyfus, imagine la scène de la dictée, et, sous prétexte qu'en écrivait certains mots la main de l'inculpé a tremblé il le met en état d'arrestation.

Or, vous savez quel jugement a porté sur le colonel du Paty de Clam le commandant Cuiquet (page 236).

Le commandant Cuiquet. — Du Paty est un garçon orgueilleux, vaniteux même, dont la vanité est encore accrue par des succès de carrière. Il a toujours été, au dire de ceux qui le connaissent, à l'affût de toutes les circonstances susceptibles de le mettre en lumière.

Il était en même temps d'un caractère souple, d'un esprit insinuant, sachant se faire bien venir de ses chefs, ce que nous appelons, dans notre argot militaire, un fumiste ; il était au mieux avec le général de Boisdeffre, et, lorsque l'affaire Dreyfus se produisit, c'est lui qui poussa à l'arrestation, c'est lui qui se fit désigner pour être officier de police judiciaire.

Lorsque Dreyfus fut arrivé dans le bureau du général de Boisdeffre, M. Cochefert dit : « Laissez-moi un temps, je vais vous fixer. Ici une heure ou deux, je saurai ce qu'il est dans le ventre. » M. du Paty se récria, disant que le procès roulait sur des choses militaires, qu'il craignait justement que Dreyfus ne lui échappât. Il imagina séance tenante la scène de la dictée, espérant par ce moyen obtenir des aveux de Dreyfus.

Dreyfus est donc arrivé et, séance tenante, conduit par l'officier entre les mains duquel le bordereau était arrivé au service des renseignements. Cet officier le fait parler et il résulte de leur conversation... « Alors que je me trouvais dans la pièce à côté, j'ai précisément et très distinctement entendu le commandant du Paty lui dire : « Vous êtes accusé d'avoir livré à une puissance étrangère une note sur les troupes de couverture, sur Madagascar, d'un projet de Manuel d'artillerie, etc. »

Donc, lorsque le capitaine Dreyfus affirme que le commandant du Paty de Clam lui a énuméré les pièces et s'est borné à lui parler de documents secrets et confidentiels, le capitaine Dreyfus doit sciemment violer la vérité.

Si l'y a un mensonge, ce n'est pas Dreyfus qui l'a commis.

Selon le texte formel, en effet, de l'interrogatoire du 15 octobre,

B... était un officier appartenant ou ayant appartenu au 2^e bureau.

M. de B... avait-il réellement fourni ces renseignements ?

Rien ne l'établit. Mais la déposition d'Henry, attaché au ministère de la guerre, avait, à ce titre plus encore que celle de du Paty de Clam, une exceptionnelle importance.

Reste à examiner si la conduite ultérieure des deux témoins n'a pas enlevé toute valeur de garantie, de sincérité, aux déclarations qu'en 1894 ils avaient faites devant le Conseil de guerre et si l'autorité de la chose jugée ne s'en trouve pas dès lors nécessairement ébranlée.

Les faits qui leur sont reprochés ont tous pour origine et pour cause première les soupçons qu'en 1896 le lieutenant-colonel Picquart, chef de la section de statistique depuis le 1^{er} juillet précédent avait conçus et exprimés sur le compte du chef de bataillon Walsin-Esterhazy considéré par lui comme l'auteur du bordereau.

De quelle manière ses soupçons étaient-ils nés réellement ? Avait-il été provoqué par la découverte d'un télégramme, d'un petit bleu reçu au service des renseignements en mars 1896 et présenté en août par Picquart au général Goussier comme compromettant Esterhazy ? Le télégramme était-il authentique ou constituait-il un faux ? Picquart avait-il pris dans cette circonstance comme confident un de ses amis, M. Leboucq, avocat, et lui avait-il montré des pièces secrètes intéressant la sûreté de l'Etat ? Ce sont là des questions que nous n'avons pas à résoudre ; elles seront soumises à une autre juridiction.

On ne doit pas oublier non plus, en parlant des deux autres lieutenants-colonels, que l'un, Henry, est mort, et que l'autre, M. du Paty de Clam, est peut-être sous le coup de très graves accusations.

Ce qui importe au point de vue de la demande en révision, c'est que Picquart, ayant appris à la suite d'une entrevue organisée entre le commandant Henry et les agents étrangers, qu'un chef de bataillon français, âgé de quarante-cinq à cinquante ans, était signalé pour avoir, en 1893 et 1894, livré des renseignements sur un fusil en usage au camp de Châlons, sur un nouveau canon à tir rapide et sur des pièces de fortification de l'Est, était parvenu enfin à se procurer des lettres de l'écriture d'Esterhazy, avait voulu faire partager au ministre sa conviction que l'auteur du bordereau était Esterhazy et non pas Dreyfus ; ce qu'il importait de retenir, d'autre part, c'est que les officiers sous ses ordres à la section de statistique s'étaient émus de ses démarches, que, notamment, le commandant Henry avait résolu de contrecarrer son œuvre, de ruiner aux yeux du général Goussier son autorité.

Alors, pour répondre à la production du petit bleu et à une annexe du 1^{er} septembre 1896, dans laquelle Picquart affirmait son opinion sur la culpabilité d'Esterhazy, apparemment deux faux :

L'un, le 4 septembre, le faux Weyer. Il s'agit d'un lettre envoyée au ministre des colonies pour être expédiée à Dreyfus ; dans cette lettre, dont les caractères sont bizarrement contournés, le signataire annonçait le prochain mariage de sa fille ; mais dans les dernières lignes était écrite l'encore sympathique cette phrase : « Impossible de comprendre dernière communication, nécessaire faire revenir, etc. »

Le commandant Cugnet a déclaré devant la Chambre criminelle que, dans sa pensée, cette pièce frauduleusement fabriquée pour augmenter les charges contre Dreyfus était l'œuvre de du Paty de Clam. Mais ce dernier le nie.

Le second faux (31 octobre-3 novembre 1896) est le faux Henry. Nous y reviendrons.

Entre temps était inséré dans l'*« Eclair »* le 15 septembre, l'article relatant la communication, qu'au Conseil de guerre de 1894, avait été faite de la pièce : « Cette canaille de D... » Ces mots « Cette canaille de D... » étaient remplacés par « Cet animal de Dreyfus ».

Le commandant Cugnet attribue encore cet article à du Paty de Clam, qui le nie également.

Cependant on avait réussi à obtenir du général Billot que Picquart, envoyé en mission, eût pour successeur comme chef de la section de statistique Henry lui-même ; et un mois après son départ, une lettre qui était censée lui être adressée, signée « Speranza » était retenue au ministère de la guerre ; il ne l'a connue qu'un an après. C'était encore un faux auquel du Paty de Clam prétend être demeuré étranger.

Mais déjà vous sentez qu'une campagne allait être entreprise pour la révision du procès Dreyfus. M. Bernard Lazare avait publié une brochure intitulée : *« L'Erreur judiciaire »*, déclarant que les amis du condamné se remuaient.

En outre, un sénateur, M. Scheurer-Kestner, convaincu de son innocence, avait déclaré son intention de poursuivre la révision. Comme l'indique une récente lettre de lui, il avait été prié le 16 octobre, au nom du ministre, de ne rien commencer sans l'avis de lui.

Or, dès le 16 octobre, à l'état-major, on se décidait à prévenir Esterhazy, afin qu'il pût se tenir sur ses gardes.

Une lettre anonyme, signée P.D.C. (du Paty de Clam) était envoyée au ministre pour le mettre en demeure d'agir.

Une réunion avait lieu dans laquelle on agita la question de savoir si on n'écrirait pas sous le voile de l'anonymat à Esterhazy, dont Henry a été prendre l'adresse chez l'archiviste Gribelin.

Il est exact, a dit M. du Paty de Clam, page 300, qu'il y a eu une réunion dans laquelle on a agité les moyens de prévenir Esterhazy et parmi ces moyens, une lettre anonyme, et l'autre moyen était la copie d'une autre lettre. Ces lettres doivent exister encore, car elles n'ont pas été envoyées. Ces dossiers étaient à l'état-major.

Un jour, a dit également le général Billot, page 280, jour dont je ne me rappelle pas la date, le général Goussier, au rapport de midi, eut à me communiquer divers documents anonymes annonçant qu'une campagne allait être menée pour accuser le commandant Esterhazy ; le général Goussier, dis-je, m'a demandé, ainsi que le conseiller vient de me le rappeler et ainsi que le mentionne une note établie par M. Goussier, s'il ne conviendrait pas de faire prévenir cet officier par une lettre anonyme.

Je répondis au général Goussier que non seulement je n'autoriserais pas une communication de ce genre, mais encore que je l'avisais formellement. Le lendemain, le général Goussier a dit qu'il avait vu le général de Boisdeffre et lui avait prescrit de renouveler au général Goussier l'ordre que je lui avais donné. Le lendemain, le général Goussier me dit qu'il avait reçu confirmation de mes ordres.

Esterhazy reçut cependant une lettre signée : *« Espérance »*. Votre nom, a-t-il dit, l'abbé d'un grand scandale, la famille Dreyfus (par deux fois) va vous accuser probablement comme étant l'auteur de l'écrit qui a servi de base au procès. Cette famille possède de nombreux modèles de votre écriture pour servir de point d'examen. C'est un colonel, un monsieur Picquart (par un C) qui a remis les papiers à la famille Dreyfus. Ce monsieur est aujourd'hui parti pour la frontière.

Cette famille compte vous affoler en publiant votre écriture dans les journaux, et que vous partirez en Hongrie pour réintégrer dans votre famille. Alors on demandera la révision du procès pour proclamer l'innocence de Dreyfus. C'est M. Picquart qui a donné des renseignements. C'est un sergent auquel on a donné de l'argent pour avoir votre écriture. Vous voilà averti de ce qui s'est manifesté pour vous perdre, c'est à vous de défendre votre honneur et celui de vos enfants. Hâtez-vous, on va tout faire pour vous perdre.

Signé : ESPÉRANCE.

Ne montrez jamais cette lettre à personne, c'est pour vous sauver du grand danger qui vous menace.

M. du Paty de Clam a déclaré n'être pas l'auteur de cette lettre, mais n'avait-il pas lui-même reconnu le contraire, le 10 septembre précédent ?

Le général Renouard qui, dans un rapport au ministre de la guerre, page 683, disait, questionné sur les circonstances qui l'ont mis au courant de la campagne projetée contre Esterhazy : « Du Paty prétend qu'ayant reçu l'ordre de ses chefs de préparer deux projets de lettres destinées à Esterhazy, lettres qui n'ont pas été envoyées, il en a conclu que l'un voulait le mettre au courant de l'affaire pour l'inciter à prévenir lui-même Esterhazy. »

Le général Rogot n'hésite pas :

J'ai pu me procurer la certitude que la lettre signée Espérance est de du Paty.

De même Cugnet.

Quoi qu'il en soit, Esterhazy est prévenu, il accourt à Paris, et alors se passent des scènes incroyables. Il avait d'abord raconté (page 611) que, peu après son arrivée, il avait reçu un télégramme lui donnant rendez-vous dans la soirée pour une communication à la gare d'Invalides. Il s'y était présenté et il avait trouvé dans une voiture une dame emmitouflée de façon à ne pas être reconnue et à ne pas montrer son visage, et qui lui avait parlé d'un complot ourdi par Picquart et l'avait convoqué pour un nouveau rendez-vous, à Montmartre, près du Sacré-Cœur. Il y avait rencontré la même dame qui lui avait dit : « Prenez cette enveloppe, vous y trouverez la preuve de la culpabilité de Dreyfus. N'hésitez pas, si le torchon brûle, à faire paraître cette pièce dans les journaux. »

Devant la Chambre criminelle, le 23 janvier dernier, il n'a pas maintenu son récit (page 414) :

En octobre 1897, j'étais à la campagne quand j'ai reçu le 15 octobre, on m'avait prescrit de dire que c'était le 20, une lettre. Cette lettre était signée : *« Espérance »*. Au reçu de cette lettre, dont je ne connais pas l'écriture, le fusil surpris et partis pour Paris ; je descendis rue de Douai. Je ferai remarquer que j'avais caché mes relations avec Mme Pays et que je pensais que personne à part un petit nombre de personnes au ministère de la guerre, ne pouvait les connaître.

J'avais télégraphié à Mme Pays, en Normandie, de revenir le lendemain de son arrivée. J'ai gardé copie de cette lettre et, le soir, en rentrant, vers l'heure du dîner, j'apparis par le concierge, animé alors de sentiments différents de ceux qu'il a manifestés depuis, un monsieur était venu me demander. Je fus très surpris, personne ne connaissant cette adresse.

Le concierge me dit qu'il avait déclaré à ce monsieur que j'étais inconnu. Ce monsieur avait répondu qu'il savait très bien que j'étais dans la maison, qu'il me venait de voir à la gare d'Invalides, et qu'il me venait de voir à la gare d'Invalides. Je me rendis alors à mon domicile, 27, rue de la Bienfaisance, où je ne pouvais entrer, ayant laissé la clef à Montmartre.

Je demandai à mon concierge si on était venu s'informer de ma présence. Je pensai que quelqu'un qui aurait été au ministère ne serait pas venu à mon domicile connu. Le concierge me dit : « Je n'ai vu personne. » Je rentrai rue de Douai. J'attendis toute la soirée. Personne ne vint.

Le lendemain, de très bonne heure, à sept heures, le concierge m'a dit qu'un monsieur, qui était déjà venu la veille, m'attendait. Je descendis et je trouvai quelqu'un avec des lunettes bleues, dont la tenue, malgré ses efforts, dénotait un militaire. Ce monsieur m'aborda et me dit :

— Commandant, je suis chargé d'une très grave communication dans votre intérêt, urgente.

La tournure de ce monsieur, la certitude que j'avais par ailleurs qu'aucun ennemi, en dehors de moi-même, ne pouvait savoir que j'étais à Paris, me firent penser que j'étais en présence d'un envoyé du ministère de la guerre. Je répondis à ce monsieur que je croyais savoir le motif de sa démarche et que j'avais reçu, à la campagne, un avertissement très singulier.

Cette personne me dit alors : « Ne vous préoccupez pas, mon commandant, car il sait tout ce qu'il y a. Vous avez des protecteurs très puissants, des défenseurs très puissants, au courant de tout ; voulez-vous venir, ce soir, au rendez-vous que je vais vous indiquer ? » Je dis : « Très volontiers ! » Il me montra un bout de papier indiquant l'angle du réservoir des eaux de la Vierge, en face du pont de Montsouris. Je rendez-vous était pour cinq heures ; je me rendis au rendez-vous.

A cinq heures, je vis s'arrêter, à une centaine de mètres, une voiture dans laquelle étaient trois personnes : deux de ces personnes descendirent, la troisième resta dans la voiture, les deux autres vinrent à moi. Dans l'une de ces personnes, je reconnus le monsieur du matin ; l'autre était un personnage portant une fausse barbe et des lunettes.

Cette dernière personne m'adressa brusquement la parole et dit : « Mon commandant, vous savez de quoi il s'agit ? » Et, très rapidement, avec beaucoup de volubilité, il se mit à me raconter tout ce qui avait été fait contre moi par le colonel Picquart, entrant dans de très nombreux détails sur les manœuvres de beaucoup de personnes, toutes choses qui, à cette époque, étaient nouvelles pour moi. Ce monsieur me dit encore, devant la profonde surprise que je lui témoignais, que toutes ces démarches étaient connues. Il me répéta que j'avais les défenseurs les plus puissants, que je devais simplement obéir strictement aux instructions qu'il me donnait, mais il ne pouvait pas prononcer de noms. Je cherchai, à diverses reprises, à faire dire à mon interlocuteur qui il était, sans pouvoir y arriver. Je voyais bien que c'était un officier, mais j'aurais voulu savoir lequel.

L'autre personne me dit, au cours de cette conversation, de ne pas m'en préoccuper, qu'on ne l'indiquerait au courant de tout et qu'elle m'aiderait à tout faire. Je lui dis, à cinq heures, dans le salon d'attente du Cercle militaire, où le premier monsieur passerait dès qu'il aurait quelque chose à me dire. Il me dit ensuite de m'en aller, et ils remontèrent tous dans leur voiture, de sorte que je ne pus pas voir, dans la voiture, quelle était la troisième personne qui s'y trouvait.

Le lendemain matin, même heure que la veille, le concierge me monta un billet très long m'indiquant de me trouver rue Vintimille. J'y allai et j'y trouvai le monsieur à fausse barbe.

Il me demanda de lui indiquer un endroit où l'on pourrait parler longuement sans être dérangé. Je lui dis : « Il n'y a pas d'autre endroit que le cimetière Montmartre, si vous voulez y aller... » Nous nous y rendîmes.

Et ce monsieur me dit : « Vous allez demander une audience au ministre de la guerre et nous allons établir ce que vous lui direz. »

— Une audience au ministre de la guerre, répondis-je, pour quoi lui dire ? Pour lui montrer cette lettre ; nous allons établir ce que vous lui direz. — Je lui dis : « Tout cela est très beau, mais je vois que vous êtes officier, et je voudrais savoir vos vues. »

Je suis le lieutenant-colonel du Paty de Clam, officier d'état-major, et vous n'avez qu'à faire ce que je dirai. »

Si j'avais la douleur de ne pas être écouté du chef suprême de mon pays, mes préoccupations sont prises pour que mon appel parvienne à mon chef de blason, au suzerain, au maître. Esterhazy, l'empereur d'Allemagne ; lui est un soldat et saura mettre l'honneur d'un soldat au-dessus des mesquines intrigues de la politique ; il saura parler haut et ferme, lui, pour défendre l'honneur de dix générations de soldats.

A vous, monsieur le Président, de juger si vous devez me forcer à présenter la question sur ce terrain. Un Esterhazy ne craint rien ni personne, sinon Dieu, rien ni personne ne m'empêchera d'agir comme je le dis, si on a recours à je ne sais quelles misérables machinations politiques.

Je suis, etc.

Esterhazy, chef de bataillon.

Esterhazy ajoute, (page 405 in fine) :

Le lendemain et jours suivants, comme le Président de la République ne m'avait pas répondu, on me fit faire la lettre du « document libérateur » (liasse 5, dossier 2, cote H) :

31 octobre 1897.

Monsieur le Président de la République, J'ai la douleur de constater que ni le chef de l'Etat ni le chef de l'armée n'ont eu un mot d'appui, d'encouragement ou de consolation à m'envoyer en réponse à un officier supérieur qui mettait entre leurs mains son honneur menacé. Je sais que des considérations de politique parlementaire ont empêché le gouvernement de faire une déclaration franche et nette me mettant hors de cause et arrêtant pour jamais les défenseurs de Dreyfus.

Je suis accablé à user de tous les moyens en mon pouvoir. Or la générale femme qui m'a prévenu de l'horrible machination faite contre moi par les amis de Dreyfus avait, en effet, entre autres documents, la photographie qu'elle a réussi à soustraire à cet officier.

Cette pièce fut volée dans une légation étrangère par le colonel Picquart ; elle est des plus compromettantes pour certaines personnes diplomatiques. Si je n'obtiens ni poursuites ni justice, si mon nom vient à être mentionné, cette photographie, qui est aujourd'hui à l'étranger, sera immédiatement publiée.

Excusez-moi, monsieur le Président, d'être obligé d'avoir recours à ces moyens qui sont si peu dans mon caractère, mais songez que je défends bien plus que ma vie, plus que mon honneur, l'honneur d'une famille sans tache.

Le 5 novembre, enfin, troisième et dernière lettre (dossier 2) :

Paris, le 5 novembre 1897.

Monsieur le Président de la République, Excusez-moi de vous importuner encore une fois, mais je crains que M. le ministre de la guerre ne vous ait pas communiqué mes dernières lettres, et je tiens à ce que vous connaissiez bien ma situation. C'est d'ailleurs la dernière fois que je m'adresse aux pouvoirs publics.

Le document est un danger pour mon pays, sa publication avec le facsimilé d'écriture forcera la France à s'humilier et à faire la guerre.

Vous qui êtes au-dessus des querelles de parti où mon honneur sert de rançon, ne me laissez pas dans l'obligation de choisir entre deux alternatives également terribles.

Toutes les lettres que j'ai écrites sont arrivées entre les mains d'un de mes parents qui a l'honneur de recevoir cet être deux empereurs.

Quand on va connaître la lâche cruauté avec laquelle on m'a laissé me débattre dans mon agonie, sans un conseil, mon sang va retomber sur la tête de ceux qui m'ont abandonné. Et que dira le monde entier de cette misérable et lâche parlementaire qui a osé imposer silence à la meute par quelques mots énergiques ? Ce vieux cri français : « A moi, mon prince, à la rescousse ! » je vous l'adresse, monsieur le Président, vous qui devez être profondément écœuré des lâchetés que vous voyez. Qu'on me défende et je vous renverrai la pièce au ministère de la guerre, sans que personne y ait jeté les yeux ; mais qu'on me défende, car je ne peux plus attendre, et je ne reculerai devant rien pour la défense de mon honneur sacrifié.

Signé : ESTERHAZY.

Ces trois lettres étaient odieuses. Que penser en effet d'un officier cherchant à exercer une pression sur le chef de l'Etat, à l'aide de cette menace de recourir à un souverain étranger ?

Elles étaient odieuses à un autre point de vue, car elles tendaient à faire croire que le document dont Esterhazy se disait en possession avait été emporté du ministère par le lieutenant-colonel Picquart et dérobé chez lui par une femme.

Le but était de compromettre le lieutenant-colonel Picquart, et on le cherchait encore par l'envoi de deux télégrammes faux.

Mais, en fait, on atteignait une de ses amies, une dame X..., sur laquelle se sont égarés des soupçons, qui ont eu pour elle des conséquences graves.

Le colonel du Paty de Clam savait cependant à quoi s'en tenir sur la remise du document libérateur, dit le général Rogot :

Le général Rogot. — Je suis, en ce qui me concerne, persuadé que la pièce appelée document libérateur a été remise à Esterhazy par du Paty de Clam. Je suis persuadé aussi que c'était une pièce qu'il avait conservée du procès de 1894. Je m'appuie, pour établir cette affirmation, sur les faits suivants :

Le jour où les journaux ont commencé à parler de la pièce dont il s'agit, la conversation suivante eut lieu dans le bureau du général Goussier entre le colonel Henry et le colonel du Paty de Clam.

Le général Goussier demandait quelle pouvait être la pièce. On se demandait vainement ce qu'il s'agissait, lorsque le colonel du Paty de Clam dit incidemment : « A moi, ce n'est pas la pièce. C'est la canaille de D... » Or, ni le général Goussier, ni le colonel Henry, ni personne n'aurait pensé spontanément à cette pièce ; le colonel Henry aurait dit : « Que pourraient-ils faire de cette pièce ? »

Le colonel du Paty de Clam savait à quoi s'en tenir aussi sur les lettres mises en possession au Président de la République.

Ecoutez le procès-verbal de la confrontation entre lui et Esterhazy, le 24 août 1898, devant le Conseil d'enquête présidé par le général Florentin (pièce 608) :

Le lieutenant-colonel du Paty de Clam. — Esterhazy voulait écrire à l'empereur d'Allemagne. Je lui ai dit qu'il valait mieux écrire au Président de la République, qui était le

père de tous les Français. Cette lettre, je la connais, puisque j'en ai pris plus tard copie au ministère de la guerre. M. Esterhazy m'a dit qu'on lui l'a dictée.

Esterhazy. — Je tiens à ce que le lieutenant-colonel dise qui me l'a dictée.

Le commandant du Paty. — Ah ! je n'en sais rien, voudriez-vous dire que c'est moi ?

Esterhazy. — Dites la vérité.

Le commandant du Paty. — Ce n'est pas moi.

Esterhazy. — Alors, comment les choses se sont-elles passées ?

Le commandant du Paty. — Il voulait chercher vos secrets à l'étranger, près de ses parents, et faire demander par eux à l'empereur d'Allemagne s'il avait jamais eu des relations avec lui, et le prie de défendre son honneur de membre d'un ordre dont ce souverain était grand maître.

Esterhazy. — C'est cela, j'en appelle à l'empereur d'Allemagne comme vassal. Etant délégué à me tuer, je voulais, auparavant, en appeler à tous ceux qui avaient intérêt à défendre un Esterhazy.

Le commandant du Paty. — Oui, c'est alors que je l'en ai détourné et l'ai engagé à écrire au Président de la République.

Le président. — Mais ces lettres contiennent un sentiment de menace !

Le commandant du Paty. — A mes yeux, Esterhazy relevait plutôt du Conseil de santé. J'ai vu, au ministère, une lettre et lui ai dit que cette lettre, qu'il déclarait lui avoir été dictée, était charentonne. Ce n'est pas moi certainement qui la lui ai dictée.

Le président. — Mais, alors, qui lui a dicté cette lettre, et, d'ailleurs, elle lui a été dictée que pouvait bien faire son état d'esprit à la rédaction de la lettre ?

Le commandant du Paty. — Ce n'est pas moi. Esterhazy était admirablement renseigné ; mais, tout ce qu'on lui faisait savoir était de nature à le décourager. On voulait, disait-il, faire sauter surtout du Paty et le général de Boisdeffre. Quant à faire connaître au Conseil nos relations avec Esterhazy, étaient ordonnées ou n'étaient qu'un fait personnel, je me refuse à répondre devant Esterhazy.

Le président. — En tout cas, qu'avez-vous fait personnellement, et dans quelle mesure êtes-vous intervenu ?

Le commandant du Paty. — En ce qui concerne les articles de journaux, on m'a aidé à répondre à l'article « Vidi ». J'ai même corrigé la réponse.

Le président. — Il n'a donc pas agi seul, mais avec le concours d'officiers de l'armée active.

Le commandant du Paty. — Oui.

Le président. — Nous avons besoin de savoir dans quelle mesure il était guidé, et, par conséquent, responsable.

Le commandant du Paty. — Esterhazy n'a jamais su qu'il était défendu par l'état-major, mais seulement par des individualités. J'étais un des plus intéressés à la manifestation de la vérité et c'est pourquoi je l'ai aidé. Je n'ai vu la lettre au Président de la République au ministère, qu'après qu'elle a été reçue.

Le président. — Vous avez approuvé l'envoi de cette lettre ?

Le commandant du Paty. — Oui, et je lui en ai donné la carcasse ; mais, après avoir vu la lettre, j'en ai blâmé la rédaction.

Esterhazy. — Mais dites donc la vérité, dites comment ces lettres ont été dictées !

Le commandant du Paty. — Je dis ce que je sais.

Le président. — Est-ce que vous avez inspiré celle qui contient la menace ?

Le commandant du Paty. — Il m'a parlé en effet de l'écrire.

Le président. — Vous ne savez pas qui l'a dictée ?

Le commandant du Paty. — Non.

Le président à Esterhazy. — Où ont-elles été écrites ?

Esterhazy. — Une derrière le pont Canina, une autre au pont des Invalides, la troisième je ne sais plus où. Je les ai écrites sous la dictée de quelqu'un. Je les ai recopiées tranquillement chez moi.

Le président à Esterhazy. — Savez-vous si M. du Paty connaît ce qu'il a écrit ?

Esterhazy. — Oui, le colonel le connaît.

Le commandant du Paty. — Je le connaîtrais que je ne le dirais pas, n'étant pas mouchard. D'ailleurs, je ne sais que par Esterhazy qu'on lui a dicté.

Esterhazy. — J'ajure le colonel de dire qu'il connaît l'auteur de la lettre, qu'il le connaît aussi bien que moi, qu'il est absolument exact que ces lettres m'ont été dictées par quelqu'un qu'il connaît, de même que l'article « Dixi ».

Le président, au témoin. — Je vous pose la question.

M. le commandant du Paty. — J'ai dit tout ce que j'avais à dire.

Le président. — Alors, si vous ne le savez que par Esterhazy, ce n'est plus un témoignage de vous, vous ne faites que répéter les affirmations de M. Esterhazy.

Le commandant du Paty. — Il est impossible que l'article « Dixi » ait été fait par Esterhazy, donc on le lui a donné.

Le président. — Ce n'est pas un témoignage, mais une appréciation. Nous n'en avons pas besoin.

Le commandant du Paty. — Je n'ai rien à dire.

Le président. — En résumé, vous aidez le commandant Esterhazy. Est-ce sur votre initiative ?

Le commandant du Paty. — Je ne veux pas le dire devant Esterhazy.

Le président. — Esterhazy ment-il en disant que la lettre lui a été dictée ?

Le commandant du Paty. — Il ne ment pas, ou plutôt, je rétorque ce qu'il dit.

Esterhazy. — J'affirme que l'article m'a été apporté tout écrit et que les lettres m'ont été dictées.

Le commandant du Paty. — Je suis sûr qu'il ne ment pas en ce qui concerne l'article ; quant aux lettres, je ne sais pas, je n'ose pas confirmer le dire du commandant, je ne dis pas le contraire.

M. du Paty de Clam avait donc pris une part indéniable à la rédaction des trois lettres qui, au lieu d'être entraînées contre le signataire le châtièrent qu'il avait mérité, eurent au contraire pour résultat, suivant le mémoire, de lui faire obtenir la satisfaction à laquelle il aspirait. Le mémoire soutient que cette satisfaction lui fut accordée par la publication d'une note officielle remise le 9 novembre à l'agence Havas... La dernière lettre était du 5 novembre ; et M. Morand produisit un numéro du journal *Le Temps* paru le 9 novembre au soir, et portant en dernière nouvelle :

A l'issue du Conseil des ministres, la note officielle suivante a été communiquée à la presse : « Le président du Conseil et le ministre de la guerre ont informé le Conseil des intentions qu'ils ont prises, d'après le télégramme de M. le député, de leur poser une question relative aux polémiques de presse engagées à l'occasion de l'affaire Dreyfus. M. Méline et le général Billot ont indiqué au Conseil les réponses qu'ils ont faites. Le capitaine Dreyfus a été régulièrement et justement condamné par un Conseil de guerre. La condamnation subsiste avec son plein effet, elle ne pourrait être infirmée que par un arrêt de révision.

Esterhazy, se trouvant couvert par cette affirmation de la culpabilité de Dreyfus, restituait, le 14, la pièce dont il avait menacé de faire usage et le chef du cabinet du ministre de la guerre lui en accusa purement et simplement réception le 16 (liasse n° 2, n° 7).

Mais le 16, M. Mathieu Dreyfus, frère du condamné, le dénonça publiquement comme l'auteur du bordereau. Le

même jour, Esterhazy écrivait au général Billot :

Monsieur le Ministre,

Je lis dans les journaux de ce matin l'infamie accusation portée contre moi. Je vous demande de faire faire une enquête et me tiens prêt à répondre à toutes les accusations.

Une enquête fut en effet ordonnée et confiée au général de Pellieux.

Quelle a été, à partir de ce moment, l'attitude de MM. Henry et du Paty de Clam ?

Déposition Esterhazy, page 416.

Dans les derniers jours d'octobre j'avais reçu du colonel du Paty une grille destinée à correspondre soit avec le colonel Henry en cas de besoin, c'est celle qui a été saisie par M. Bertulus.

Le 16 novembre, je lus le matin la dénonciation de M. Mathieu Dreyfus.

Je me rends chez le gouverneur de Paris, je lui rends compte que je vais réclamer une enquête du ministre.

Je suis averti d'abord immédiatement que c'est le général de Pellieux qui sera chargé de l'enquête ; cette enquête s'ouvre ; mon cousin est arrivé subitement, et j'ai eu la sottise de

breuses lettres d'officiers israélites auxquels j'ai répondu par un mot de remerciement, ma lettre pouvant être du nombre, mais je ne m'en souviens pas.

D'ailleurs, cette explication ne me suffit pas non plus car il fallait avoir possédé beaucoup de mon écriture pour arriver à avoir les mots du bordereau.

Je me souviens alors qu'au commencement de 1894, à une époque que je ne puis pas très bien préciser, pour des motifs d'ordre intime, j'ai reçu d'un officier du ministère une demande de renseignements sur le rôle joué pendant la campagne de Grèce par la brigade de cavalerie que commandait mon père. Cet officier avait un travail à faire sur les opérations autour d'Espartaco. Je lui ai remis une note assez volumineuse, et sur sa demande même je ne lui ai pas adressé au ministère de la guerre.

Il est possible qu'elle y ait été apportée, et qu'elle soit tombée sous les yeux ou entre les mains de Dreyfus, soit qu'il l'ait prêtée, soit autrement, et il serait facile de se renseigner auprès de cet officier, M. le capitaine Brault.

Ce moyen de défense avait été suggéré à Esterhazy par du Paty de Clam, qui se rappelle avoir, comme officier de police judiciaire, le 18 octobre 1894, montré les photographies des quelques mots du bordereau à Dreyfus, lequel lui avait répondu : « Il me semble vaguement que c'est l'écriture de Brault. »

Esterhazy, en conséquence, avait adressé à Toulouse, où ne se trouvait pas le capitaine Brault, une lettre et un télégramme sous prétexte de lui demander si c'était bien à lui qu'il avait envoyé, au commencement de 1894, chez un ami demeurant rue Lafayette ou rue de Châteaudun (rue de Châteaudun, où habite M. Hadamard), une notice.

Le capitaine Brault, à qui la lettre et le télégramme avaient fini par arriver, répondit à Esterhazy :

Aucun de mes amis et connaissances ne demeure rue de Châteaudun. N'ayant pas l'honneur de vous connaître, même de nom, je ne vous ai rien demandé, ni verbalement, ni par écrit.

Dreyfus avait donc pu emprunter au capitaine Brault la prétendue notice pour calquer l'écriture d'Esterhazy, et dans l'infirmité de cette hypothèse du calque subsistait, et c'est elle qui amenait les experts Belhomme, Couard et Vinard, nommés le 14 novembre par le commandant Ravary à conclure que le bordereau contenait une imitation maladroite de l'écriture d'Esterhazy.

Cependant, au cours de l'instruction et malgré la protection dont il était entouré, Esterhazy n'était pas sans concevoir de vives inquiétudes comme le prouve un brouillon de lettre ainsi plus tard chez Mlle Pays lors de l'instruction Bertulus.

Que dois-je faire tout à l'heure? Dois-je demander comme Tézenas et comme c'est mon droit l'expertise avec l'écriture de Dreyfus et repartir du décalque? Comme Charavay ni Vinard que vous connaissez n'ont pas pu, moi non plus, dans la lettre Boulangier... Belhomme est un idiot, il n'y a qu'à le regarder. Mais, j'ai l'expertise Bertulus pour moi. Tous ces gens-là vont m'assassiner. Ne peut-on cependant démontrer à Ravary et aux experts que j'ai pas pu écrire la lettre à Boulangier? C'est Dreyfus qui est l'auteur du bordereau.

On comprend que si vous étiez maître de l'instruction, je ne puis que m'en rapporter complètement à vous, mais si cela vous échappe, je suis dans l'obligation absolue de démontrer que le bordereau est calqué par Dreyfus avec mon écriture.

Le 31 décembre, le commandant Ravary présentait un rapport tendant à une ordonnance de non-lieu, et faisant allusion aux machinations pratiquées non seulement par ceux qui, comme Henry et du Paty, avaient pour objectif de sauver Esterhazy, mais par ceux qui, avec la famille Dreyfus, cherchaient à obtenir la révision du procès de 1894, et se terminant par ces mots :

En résumé, dans cette triste affaire, si savamment machinée, il restera un écho douloureux qui retentira dans tous les cours vraiment français. Des acteurs mis en scène, les uns ont mérité à découvert, les autres sont restés dans la coulisse, et tous les moyens ont été employés pour la révision d'un jugement légal et justement rendu.

La « révision d'un jugement légal et justement rendu », le mémoire vous demande de ne pas oublier que c'est à peu près textuellement la formule de la note officielle publiée par l'Agence Havas le 9 novembre.

Que dit en effet cette note? N'aurait-elle pas exercé une influence sur les dispositions du général de Pellieux, sur celles de l'expert, sur celles du commandant Ravary, sur celles du Conseil de guerre lui-même, lorsque le général Saussier, au lieu de rendre une ordonnance de non-lieu, ordonna en janvier 1898, un ordre de mise en jugement? Mme Dreyfus ayant voulu intervenir, le Conseil de guerre rejeta ses conclusions en disant :

En ce qui concerne Mme Dreyfus, attendu que le Conseil de guerre n'a pas à s'occuper de l'affaire de l'ex-capitaine Dreyfus, sur laquelle il a été légalement et justement statué, le Conseil de guerre ne saurait admettre Mme Dreyfus comme partie plaignante au débat sans sortir des règles de sa compétence, que le Conseil ne peut autoriser Mme Dreyfus ou son défenseur à prendre part aux débats.

Du moment où il convenait de la culpabilité de Dreyfus, qu'il proclamait ainsi par avance qu'il avait été légal et justement statué sur son égard, le Conseil de guerre ne pouvait qu'acquiescer à Esterhazy. C'est ce qu'il fit.

Esterhazy écrivait à un général qu'il n'a pas voulu nommer :

Mon général, Je me permets de vous écrire pour vous exprimer bien mal, car je ne trouve pas de mots pour dire ce que j'éprouve, toute ma profonde gratitude, et l'infinité de reconnaissance que j'ai au cœur pour vous. Si je n'ai pas succombé dans cette monstrueuse campagne, c'est à vous et à vous seul que je le dois.

Le mémoire conclut de là que les manœuvres relatives au document libérateur avaient, en somme, réussi pleinement.

Du reste, ce document, que l'on présentait comme applicable à Dreyfus, ne lui était pas demeuré inconnu lors du débat, puisqu'à l'audience il avait été l'objet d'une discussion entre le lieutenant-colonel Picquart, d'un côté, et de l'autre MM. Henry et Gribelin. C'est ce qu'avait déclaré le général de Pellieux devant le juge d'instruction Fabre.

Et contrairement à ce qu'on avait pensé, il résulte d'une déposition du général Goussier, reçue par la Chambre criminelle le 13 décembre dernier, page 173, que ni le Conseil de guerre, ni le commandant Ravary, ni le général de Pellieux

lui-même n'avaient eu, avant l'acquiescement d'Esterhazy, connaissance de la pièce appelée le faux Henry.

Le 7 novembre 1898 commençait le procès Zola : à l'audience du 15, le général de Pellieux s'exprimait en ces termes, (sténographie tome I^{er}, page 116) :

« Au moment de l'interpellation Castelin, il s'est produit un fait que je tiens à signaler. On a eu au ministère de la guerre — remarquez que je ne parle pas de l'affaire Dreyfus, la preuve absolue de la culpabilité de Dreyfus, absolue, et cette preuve, je l'ai vue au moment de cette interpellation. »

Il est arrivé au ministère de la guerre un papier dont l'origine ne peut être contestée, et qui dit : « Il va se produire une interpellation sur l'affaire Dreyfus, ne dites jamais rien des relations que nous avons eues avec ce juif. » Et, messieurs, la note est signée. Elle est signée d'un nom connu, mais elle est appuyée d'une carte de visite, et, au dos de cette carte de visite, il y a un rendez-vous insignifiant signé d'un nom conventionnel, qui est le même que celui qui est porté sur la pièce, et la carte de visite porte le nom de la personne.

Et bien, messieurs, on a cherché la révision par une voie détournée. Je viens vous donner ce fait. J'affirme sur mon honneur, et j'en appelle à M. le général de Boisdieu pour appuyer ma déposition.

Le 7 juillet 1896, à la tribune de la Chambre des députés, le ministre de la guerre, M. Cavaignac, donnait le texte même de ce document :

J'ai lu qu'on demandait à interpellier sur Dreyfus et si on vous interroge, vous direz que jamais je n'ai eu de relations avec ce juif, c'est entendu. Si on vous demande, dites comme cela : Jamais ce n'était arrivé avec lui.

M. Cavaignac ajoutait (page 1556, Journal officiel, 8 juillet, colonne 1) :

Son authenticité matérielle résulte pour moi non seulement de l'ensemble des circonstances dont je parlais il y a un instant, mais résulte de la similitude frappante avec un document sans importance écrit par lui-même comme celui-là au crayon bleu sur le même papier, à ces particularités qu'il servait habituellement à cette même personne en 1894 et qu'il n'est pas sorti depuis cette date. J'arrive à son authenticité morale, qui résulte de ce qu'il fait partie d'un échange de correspondance qui eut lieu en 1896 : la première lettre est celle qui vient de lui ; une réponse contient deux mots qui tendent évidemment à rassurer l'auteur de la première lettre ; une troisième lettre finit l'indique avec une précision absolue et avec une précision telle que je ne veux pas en lire un seul mot.

Or, de ces trois pièces, la première est un faux. On doit en tirer la conséquence que la seconde étant la réponse à la première et la troisième étant une réplique à la seconde sont des faux également.

On sait comment le colonel Henry introduit par le général Goussier devant M. Cavaignac, qui assistaient les généraux de Boisdieu et Rogot, commença par nier énergiquement son crime, jurant à diverses reprises qu'il n'était pas coupable. Enfin, après cette question, il avoua avoir agi pour le bien du pays.

Je passe sur l'événement interrogatoire qui est très long et qui a été intégralement publié au mois d'octobre dernier.

Le général Rogot avait été chargé de prendre, pour les reconstituer ensuite, des notes qui sont au dossier 1, liasse n° 1 ; mais la reconstitution n'a été faite que le 3 septembre, et Henry n'était plus là pour y apposer sa signature.

En outre, M. Cavaignac l'avait fait mettre en état d'arrestation et l'officier supérieur qui le conduisit, en voiture, au Mont-Valérien, le colonel X..., de l'état-major de la place de Paris, adressa au ministre un compte rendu de la conversation qu'ils avaient eue ensemble (dossier 1, liasse n° 1, 4) :

Lorsque nous quittons le salon pour sortir du ministère, le lieutenant-colonel Henry dit au général :

— Je ne sais pas ce qui me retient de prendre mon revolver et de me casser la tête.

Je quittai le ministère avec le lieutenant-colonel vers cinq heures du soir. Le flacon n° 24 nous conduisit, 43, avenue Daumesnil. J'accompagnai le lieutenant-colonel chez lui où eut lieu une scène douloureuse entre Henry et son petit garçon.

Le lieutenant-colonel disait à sa femme : « Je ne veux pas te voir pleurer, tout cela s'arrangera. Tu sais que je suis un homme honnête. Il faut téléphoner pour dire que nous ne pouvons plus partir. Donne-moi quelques effets, on m'envoie au Mont-Valérien ; il faut que j'y aille ; tu vois qu'on m'attend. »

Après avoir mis quelques objets dans une valise et pris son pardessus, le lieutenant-colonel embrassa de nouveau son enfant et sa femme, en répétant : « Tu sais que je suis un homme honnête et que je n'ai rien à me reprocher. » Puis il me dit : « Descendez, le lieutenant-colonel, j'en ai assez. » Le flacon nous conduisit au Mont-Valérien.

Au cours du trajet, le lieutenant-colonel semblait égaré et n'avait pas conscience de sa situation ; il monologuait à demi voix, répétant plusieurs fois les mêmes paroles. C'est inconcevable, que ne veut-on ? C'est à devenir fou. Ma conscience ne me reproche rien. Ce que j'ai fait, je suis prêt à le faire encore ; c'était pour le bien du pays et de l'armée. Je n'ai jamais fait de mal à personne. J'ai toujours fait mon devoir. Mon grand malheur est d'avoir rencontré sur mon chemin de pareils misérables ! — sans prononcer de nom. Ils sont causes de mon malheur ! Ma pauvre femme, mon pauvre petit garçon tout égaré en une seconde ! Je ne ferai pas l'ouverture de la chasse. Tout le monde nous attend là-bas ; que vont-ils penser ? Quel malheur !

Au moment où nous entrons au Mont-Valérien, à six heures cinquante du soir, le lieutenant-colonel me demande si sa femme et son enfant sont autorisés à venir le voir pendant ses arrêts. Je lui réponds que je transmettrai sa demande au gouverneur de Paris, ce que j'ai fait. Je remis la garde du lieutenant-colonel Henry au commandant du Mont-Valérien. Ma mission était terminée.

Le lendemain 31, vers sept heures du soir, on trouvait le lieutenant-colonel Henry dans sa chambre, mort, étendu sur son lit, après s'être ouvert la gorge avec un rasoir qu'il tenait encore dans la main gauche. Près de lui, sur une table, étaient deux lettres adressées à sa femme, l'une ouverte et ainsi conçue :

Ma Berthe bien-aimée, Je suis comme fou ; une douleur épouvantable m'étreint le cerveau. Je vais me baigner dans la Seine.

L'autre fermée :

Ma Berthe adorée, je crois que, tout le monde va m'abandonner, et cependant, tu sais dans l'intérêt de qui j'ai agi, ma lettre est une copie et n'a rien de faux. Elle ne fait que confirmer les renseignements verbaux qu'on m'avait été donnés. Je suis absolument innocent, on le sait tout le monde le saura plus tard, mais en ce moment je ne puis parler. Prends toujours bien soin de notre cher petit Jacques adoré. Aime-le toujours comme je l'aime et comme je t'aime. Au revoir, ma chérie, j'espère que tu pourras venir me voir bientôt. Je vous embrasse tous deux du plus profond de mon cœur.

Dans l'intérêt de qui Henry avait-il agi et pourquoi, à ce moment, ne pouvait-il parler?

Quels étaient, d'autre part, les « misérables » qu'il se plaignait d'avoir rencontrés sur sa route?

Le mémoire pense qu'Henry avait agi dans l'intérêt d'Esterhazy et dans le sien peut-être aussi. Tous deux se connaissaient depuis longtemps. Rappelez-vous la déposition d'Esterhazy page 104.

Le colonel Henry était mon camarade, j'avais été avec lui, il y a près de vingt ans, au service des renseignements. J'avais quitté depuis ce service, mais j'avais revu très fréquemment le lieutenant-colonel Henry depuis lors.

Une lettre écrite à M. Jules Roche (page 494) prouve qu'Henry est son débiteur depuis 1876. « Je lui ai, dit-il, prêté quelque argent qu'il ne m'a jamais rendu. » Voici ce que témoigne M. Grenier (page 496) :

« J'avais rencontré à la sûreté générale le colonel Henry et lui ayant dit : « Donnez donc un coup d'épaulé à Esterhazy », il m'avait répondu : « Je le ferai de tout mon pouvoir. » Rappelez-vous le propos d'Esterhazy : « Il ne manquerait plus qu'Henry ne fût pas gentil. »

Cependant, au ministère de la guerre, Henry dissimulait le plus possible ses relations avec Esterhazy ; le général Rogot les ignorait, et devant la Chambre criminelle, répondant à cette question : « Savez-vous si le colonel Henry et Esterhazy se connaissent et avaient-ils quelques rapports ensemble ? » il disait (page 66) :

Je ne puis l'affirmer d'une façon absolue, mais je ne le crois pas. Après tout ce que je sais de l'affaire et des premiers rapports qui ont existé entre Esterhazy et le colonel du Paty de Clam, je suis porté à croire d'une façon très ferme qu'Henry et Esterhazy ne se connaissent pas. A ma connaissance, Henry n'a été en rapport avec Esterhazy que postérieurement au procès.

Si Henry dissimulait avec tant de soin ses relations avec Esterhazy, n'est-ce pas parce qu'elles avaient un caractère suspect?

Le mémoire ne veut pas faire état des allégations d'un nommé Decroix, poursuivi actuellement pour espionnage, qui a prétendu avoir collaboré avec Henry à la fabrication d'un grand nombre de faux et avoir reçu de lui le dépôt d'un sac noir caché depuis en Belgique et contenant quatre paquets scellés de cire rouge, dont l'un renfermait notamment des lettres du commandant Esterhazy.

D'un autre côté, la Cour sait qu'une nommée Elodie X..., condamnée pour escroqueries, a prétendu aussi avoir caché dans la forêt de Marly, au pied d'un arbre, un coffre avec des papiers secrets, dont elle aurait donné connaissance à Henry.

Le mémoire ne fait pas état de ces déclarations, mais il invoque le témoignage du juge d'instruction Bertulus au sujet des incidents graves qui se seraient passés dans son cabinet le 1^{er} juillet 1898.

M. Bertulus avait saisi dans les mains d'Esterhazy un memento contenant ces notes :

Ordre des témoins ; huis-clos ; autres renseignements, Picquart, Henry et Goussier, etc.

On y trouve ensuite le nom d'un chef de bataillon français qui, d'après une note ministérielle du 3 février 1898 jointe au dossier de l'affaire Tavernier, aurait été le colonel Henry lui-même. La note ministérielle conclut que M... était un agent provocateur, ce qui est très contestable.

Le memento porte, en outre, ces mots bien faits pour attirer l'attention : « homme de paille ayant fourni les documents du bordereau. »

M. Bertulus, en dehors de l'exercice de ses fonctions, interrogea à ce sujet Henry, qui se mit à enlancer à chaudes larmes, puis se leva, enlaça le magistrat, l'embrassa au front et s'écria : « Sauvez-moi ! »

Devant la Chambre criminelle, M. Bertulus ajoutait :

Tout à coup, comme se réveillant, il me dit : « Esterhazy est un bandit ! Je lui réponds : « Esterhazy, l'auteur du bordereau ? » Alors Henry me répondit ni oui ni non ; il se contenta de me répéter : « N'insistez pas, n'insistez pas. Avant tout, l'honneur de l'armée ! »

Ce récit a été, devant les Chambres réunies, maintenu par M. Bertulus, sans doute, mais il a été contredit par les généraux Goussier et Rogot, attestant qu'Henry, lorsqu'il était rentré au ministère le 10 juillet, n'était nullement bouleversé. C'est le juge d'instruction lui-même qui, après lui avoir dit : « Vous avez tort, je marche avec vous », s'était mis à fondre en larmes et à l'embrasser, en parlant de sa robe rouge qu'il allait perdre.

Le mémoire accepte la déposition des généraux Rogot et Goussier aussi bien que celle de M. Bertulus.

Henry avait été effrayé de se voir soupçonné par le juge d'instruction et, désireux d'une démarche partie du général Rogot dissipait les soupçons, il alla l'avertir que M. Bertulus voulait l'entretenir, puis intervint les rôles.

Le général Rogot le crut, comme le général Goussier, car on est frappé de l'ascendant qu'avait pris dans les bureaux de l'état-major cet officier. Il n'avait pas d'instruction, c'est vrai, mais, sorti du rang et ne connaissant aucune langue étrangère, il était arrivé à être le chef du service du bureau des renseignements.

Le mémoire estime en résumé qu'Henry avait eu des rapports suspects avec Esterhazy.

Quant aux « misérables » auxquels faisait allusion le colonel Henry, c'étaient, peut-être, Picquart ou Leboucq ; c'étaient, peut-être, le général Rogot, Picquart et du Paty de Clam. Du Paty de Clam, on le conçoit, si, comme l'affirme le commandant Cuiquet, du Paty de Clam est le véritable auteur du faux.

Je me suis demandé, dit le commandant Cuiquet, si Henry, ainsi qu'il a déclaré, a été seul et s'il n'a pas eu de complices. M. Cavaignac, qui m'a souvent parlé des divers incidents de cet interrogatoire, m'a dit à ce sujet : Quand j'ai posé à Henry la question : « Avez-vous agi seul ? » j'ai saisi une hésitation dans son cœur, il m'a répondu en hésitant : « Oui, j'étais seul. »

Eh bien, continue le commandant Cuiquet, je suis convaincu qu'Henry n'a pas dit la vérité, je crois qu'il est facile d'établir que non seulement il n'a pas agi seul, mais qu'il n'a été lui-même que le complice de l'auteur principal, et que l'auteur principal du faux Henry est le lieutenant-colonel du Paty de Clam.

Vous avez entendu des protestations du Paty de Clam :

Je ne puis m'empêcher d'exprimer ma

stupéfaction et mon indignation profonde en voyant cet officier (le commandant Cuiquet) pousser son audace jusqu'à déclarer que j'ai commis un acte avoué par le coupable, reconnu par lui avoir été fait sans complicité, pour lequel le coupable s'est tué. Ainsi, la simple fantaisie du commandant Cuiquet me fait choisir par lui pour être l'auteur de cet acte. Je tiens à rappeler ce fait que je suis le premier à avoir signalé les doutes que m'inspirait le faux Henry, en février 1898. Je les ai exprimés devant le général Goussier, puis devant le général Goussier et le colonel Henry. Ainsi que j'ai constaté devant la Chambre criminelle, c'est à partir de ce jour que des manœuvres détournées ont été employées contre moi, et je constate que ces manœuvres ont survécu au malheureux Henry et que la malveillance continue à s'acharner contre moi.

Mais vous avez aussi entendu, le même jour, le commandant Cuiquet :

Je déclare maintenant, d'une façon absolue, ma déposition devant la Chambre criminelle au sujet de M. le lieutenant-colonel du Paty de Clam : je prends la responsabilité, à l'égard de la justice, de mes dires, je suis prêt à justifier par des preuves matérielles et par des arguments qui, je le crois, sont de nature à faire pénétrer chez ceux qui seront appelés à m'entendre la même conviction que m'anime.

Mais la Cour voudrait bien comprendre que cette justification doit être faite à l'aide d'arguments qui nécessitent une véritable instruction et non une simple audition de témoins.

Et plus loin :

Je voudrais répondre maintenant à certains reproches qui ont été formulés à l'occasion de ma déposition.

On a dit que j'avais manqué à la discipline militaire en portant des accusations contre un de mes supérieurs hiérarchiques ; mais dans ce cas que deviendrait mon serment de dire toute la vérité ?

On a dit encore que j'avais manqué à la solidarité entre camarades ; or, la solidarité ne consiste pas à recueillir les fautes individuelles ; elle est faite tout au contraire pour la garantie des droits et de l'honneur de chacun.

Sans doute, il serait préférable qu'il n'y eût pas de scandale, qu'on n'ait l'air de se disputer, qu'on n'ait l'air de se disputer. Nos adversaires n'excusent-ils pas le colonel du Paty de Clam ?

Enfin, je demande pardon à la Cour de soulever ce détail : on a reproché à ma déposition d'avoir été maladroite. On a dit qu'en chargeant le colonel du Paty de Clam je mettais moi-même en cause le procès de 1894, dont le colonel du Paty de Clam avait été le juge d'instruction, mais l'officier de police judiciaire.

En ce qui concerne le procès de 1894, il faudrait d'abord démontrer que des irrégularités ont été commises par l'officier de police judiciaire ; cette preuve n'a pas été faite, et elle ne sera pas faite.

D'ailleurs, je n'ai pas à me préoccuper de savoir si ma déposition a été adroite ou maladroite ; je dis la vérité et toute la vérité, et c'est à moi seul que la tâche la plus habile en même temps que la plus honnête.

Mais le faux Henry n'est pas le dernier dont Dreyfus ait eu à se plaindre.

Deux autres sont encore relevés par le mémoire.

M. Godefroy Cavaignac, à la tribune de la Chambre des députés avait, outre le faux Henry, indiqué, avec la pièce : « Ce canaille de D... » comme preuve de culpabilité, une lettre qui porte le n° 371 du dossier secret et au sujet de laquelle le capitaine Cuiquet s'est expliqué.

Cette lettre est authentique ; elle est écrite au crayon noir sur papier quadrillé. Elle est ainsi conçue :

« Ne pouvant aller chez vous demain, je vous prie de venir chez moi dans la matinée, car D... m'a apporté beaucoup de choses intéressantes. »

Ce qui constitue à mes yeux le caractère suspect de cette pièce, qui porte la date du mois de mars 1894 (date du bureau des renseignements), c'est que l'initiale D... me paraît recouvrir une autre initiale qui aurait été effacée. De plus, l'intervalle qui sépare cette initiale du mot suivant me paraît d'une étendue absolue anormale pour une lettre. Il me semble que cet intervalle a été occupé par des lettres faisant suite à la majuscule qui paraît avoir été effacée. De plus, les trois points qui suivent l'initiale D sont plus forts que les points de ponctuation dans le texte authentique. Enfin, le quadrillage du papier qui se trouve sous la lettre comminée à la fin de la lettre, par la ponctuation, il me semble également, en continuant mon examen à la loupe, que les points qui continuent l'initiale D recouvrent des lettres dont il m'a paru voir des éléments, mais que je n'ai pas pu lire. Pour ces raisons, la pièce dont l'ensemble du texte est authentique m'a paru suspecte.

M. Bertillon a examiné ce document. Il y reconnaît, comme M. le capitaine Cuiquet, un grattage ou gommage suivi de retouches. Il croit cependant que le D surchargé était sur un autre D. Mais à quoi bon les altérations constatées, sinon pour créer une nouvelle charge ?

Le 2 novembre 1894, à trois heures quatre minutes du soir, alors que l'arrestation de Dreyfus était annoncée par la presse, une dépêche chiffrée remise au bureau de la rue Montaigne était arrêtée. Décalque fut pris sur un papier pelure donnant reproduction de l'original, lequel fut envoyé au bureau expéditionnaire pour être livré au destinataire. Ce décalque a été communiqué à la Cour, sur la demande de M. le premier président. Il est au dossier. Aucun doute n'est possible sur son authenticité. MM. Chamoine et Cuiquet et M. Paléologue se sont réunis le 27 avril 1899, dans le cabinet de M. le premier président, à l'effet de procéder à cette déclaration.

Voici, telle qu'elle a été remise, d'après les explications contenues dans la lettre du secrétaire d'Etat en date du 22 avril 1899, la traduction qui a fait ressortir la phrase suivante :

Si le capitaine Dreyfus n'a pas eu de relations avec vous, il serait bon de charger l'ambassadeur de publier un démenti officiel.

Les commandants Chamoine et Cuiquet ont ajouté que, dans leur pensée, texte et signature n'étaient pas de la main de l'agent étranger. C'est possible, mais au début l'on ne possédait pas comme aujourd'hui la clef du chiffre : on avait hésité sur les derniers mots, et le ministère des affaires étrangères avait donné au service des renseignements, sous toutes réserves, une autre version.

Le texte définitif, M. Paléologue affirme l'avoir vu entre les mains du colonel Sandherr et lui en avoir parlé à diverses reprises (page 267) ; mais, au ministère de la guerre, on n'a vu ni l'une ni l'autre des versions. Elles ont disparu. Il dit :

« Le colonel vint me voir, au ministère des affaires étrangères, et me demanda si je pouvais lui procurer une copie du télégramme de novembre 1894. Je ne compris pas bien la question et lui répondis : « Vous l'avez, je l'ai »

vu entre les mains du colonel Sandherr. Il me répondit : « Je ne sais, les pièces ont été dissimulées. Bref, je ne l'ai plus. » Je lui répondis qu'il ne m'appartenait pas de lui remettre une pièce de cette nature et qu'il n'avait qu'à faire adresser une demande par le ministère de la guerre. Il me demanda si je ne pouvais lui en donner une copie. Je lui dis : « Je vous ai répondu tant de fois de ce télégramme ; je veux bien vous le récrire une fois de plus. Libre à vous de l'écrire sous ma dictée. » Il prit un crayon, du papier et écrivit, sous ma dictée, le texte indiqué plus haut.

L'entretien finit là.

Ce qu'est devenu l'écrit dicté par M. Paléologue à Henry, on l'ignore.

On fit appel en mai 1898 au colonel du Paty pour reconstituer le texte du télégramme, et c'est la pièce 44 du dossier secret : « Capitaine Dreyfus arrêté, ministère de la guerre à la preuve de ses relations avec l'Allemagne. Toutes les précautions sont prises. »

M. Paléologue a déclaré que sa conscience et ses instructions ne lui permettaient pas de reconnaître ce texte. La pièce 54 n'est pas seulement erronée, elle est fautive. C'était encore un faux dû à la collaboration d'Henry et de du Paty, destiné à faire une arme nouvelle contre Dreyfus. Quels mobiles ont donc déterminés ces deux hommes à s'acharner ainsi sur le condamné ?

Pour Henry, on s'est demandé déjà si un sentiment personnel ne liait pas sa cause à celle d'Esterhazy.

Quant à du Paty, il aurait été poussé par la vanité et aussi par la haine contre Picquart et l'espoir de perdre ce dernier en dévoilant ses agissements et en augmentant leur gravité.

A cet effet (page 236), il a employé des moyens lourds à tour ouïeux et provoqués par son imagination malade et sa haine. Toute sa haine, il l'a dite devant les Chambres réunies.

En réalité, il n'y a qu'un mobile à mon intervention auprès d'Esterhazy : il consiste dans les considérations que le général Goussier m'a fait valoir quand il m'a révélé l'affaire Esterhazy, considérations d'ordre extérieur que j'expose à la Cour sans les faire consigner par écrit, considérations d'ordre intérieur qui existent quel qu'en dise le général Rogot, considérations dont on connaît la nature et dont nul démenti n'empêchera l'existence.

En terminant, je dirai combien je suis attristé d'avoir été abandonné par mes chefs. Jamais je n'aurais cru que le général Goussier me désavouerait après m'avoir lancé en avant ; jamais je n'aurais cru qu'un ancien ministre, après m'avoir dit : « Vous avez rendu un grand service au pays », laisserait mon appel sans réponse ; jamais je n'aurais cru qu'un général auquel je me suis dévoué sans réserve, m'abandonnerait après m'avoir dit : « Vous ne serez jamais sacrifié. » Tant qu'on n'a touché qu'à ma personnalité militaire et à ma carrière, je suis resté dans la plus grande réserve vis-à-vis de mes chefs ; aujourd'hui vous faites attacher mon honneur par un officier qui m'accuse depuis de longs mois de faits sur lesquels je n'ai jamais été interrogé ; on conçoit que mon indignation est grande. Mais, dans l'intérêt de mon pays, je ne me défends que dans la mesure nécessaire.

Les faits sont là.

Aux yeux du mémoire, leur révélation détruit tout à la fois, dit-on, la chose jugée en 94 : si Dreyfus a été condamné, c'est qu'Henry, comme délégué du ministre, est venu apporter au Conseil de guerre une déposition erronée, c'est que du Paty de Clam a employé pour poursuivre la vérité des moyens dont il s'est servi avec une ardeur dont se plaint Picquart. Mais leur témoignage est aujourd'hui nécessairement vicié par la série d'inaudables manœuvres qu'ils ont pratiquées pour empêcher qu'Esterhazy ne fût condamné. Du Paty de Clam et Henry ne peuvent plus, dès lors, être réputés avoir en 1894 parlé sans haine et sans crainte, disant la vérité, rien que la vérité ; or, le vice du témoignage qui constitue aussi un moyen de révision obligatoire (art. 443) lorsque le faux témoin a été condamné, devient, en vertu de la loi de 1895, un moyen de révision permis et le mémoire invoque les arrêts en 1897 dans l'affaire Vaux et le 16 avril 1898 dans l'affaire Jamet et Léger.

Le dernier moyen se fonde sur l'examen du bordereau.

Lorsqu'on veut savoir quel est l'auteur d'un document anonyme, il est indispensable de consulter d'abord les éléments matériels dont se compose le document et de décrire le papier, le texte et ensuite les éléments moraux.

Le premier des éléments matériels, c'est l'écriture.

Quoi qu'il ait soupçonné Dreyfus, c'est que son écriture présente avec celle du bordereau

notable que la nature du papier employé ne s'y prête pas absolument.

M. Molinier (page 451) :

L'année dernière, au moment du procès Zola, je n'avais entre les mains pour asseoir ma conviction que des fac-similés en ce qui touche le bordereau. J'avais pu consulter des originaux de Dreyfus, des fac-similés de l'écriture d'Estherazy, et c'était d'après ces éléments que je m'étais convaincu de l'identité de l'écriture du bordereau et de celle d'Estherazy. Seulement j'avais dû, n'ayant que des fac-similés, m'attacher uniquement aux caractères essentiels, à ceux qui ne peuvent être altérés, quelques imparfaits que soit la reproduction.

L'examen que j'ai pu aujourd'hui faire de l'original du bordereau m'a permis de conclure que les fac-similés utilisés par moi étaient en somme absolument exacts. Tous les traits essentiels que j'y avais observés se retrouvent et je puis aujourd'hui, sans aucune restriction, affirmer en mon âme et conscience que le bordereau est de la main d'Estherazy.

M. Giry (page 453) :

Ce que je puis affirmer à la Cour, c'est que l'examen auquel je me suis livré confirme, de tous points, les conclusions que j'avais tirées de l'étude du fac-similé du bordereau et d'autres pièces de comparaison. L'écriture du bordereau est une écriture naturelle et courante, ce n'est pas l'écriture de Dreyfus, mais, au contraire, c'est tout à fait l'écriture d'Estherazy.

Et M. Giry a complété sa déposition par une note très développée qu'il a adressée le 41 mai à M. le premier président, dans laquelle il étudie avec un soin minutieux toutes les parties du bordereau et spécialement chacune des lettres minuscules et majuscules pour les comparer à celles des pièces émanant soit de Dreyfus, soit d'Estherazy.

Ses conclusions sont les suivantes : 1° le document connu sous le nom de bordereau est d'une écriture courante, naturelle, non déguisée ; 2° le bordereau n'est pas de Dreyfus ; 3° le bordereau est certainement d'Estherazy.

Ainsi, contrairement à l'opinion exprimée par la majorité des experts de 1893 et par les experts de 1897, MM. Meyer, Molinier, et Giry sont d'avis que l'écriture du bordereau est naturelle, courante, non déguisée. Ils sont, du reste, d'accord en cela avec le général Zurlinden qui, étudiant le document attribué à Dreyfus, disait, page 2 :

L'examen que j'ai fait moi-même de différentes pièces du dossier judiciaire renfermant l'écriture de Dreyfus m'a démontré que le bordereau avait été écrit par cet officier et que c'était bien son écriture courante et rapide. Le style du bordereau est un peu lâche, comme celui d'un document écrit rapidement. Quant aux différences signalées entre le recto et le verso du bordereau, il m'a semblé qu'on pouvait admettre l'explication suivante : En écrivant la liste des différentes notes qu'il envoyait, l'auteur du bordereau était obligé de se servir de sa main gauche pour prendre successivement ses notes et pour en transcrire exactement le titre. Au moment où il a tourné le feuillet, sa nomenclature était terminée, il avait sa main gauche à sa disposition, son écriture est devenue tout à fait normale.

Mais cette écriture, tout à fait normale, MM. Paul Meyer, Molinier et Giry la considèrent comme identique à celle d'Estherazy. Il est vrai que, devant la Chambre criminelle, à la date du 11 janvier 1899, M. Bertillon a proclamé plus forte que jamais sa conviction de la culpabilité de Dreyfus ; il a fait une déposition très longue, imprimée des pages... Cela représente des travaux énormes, effrayants par leur complication même et aussi par la difficulté de les bien comprendre.

Il croit, page 335, que le bordereau a été écrit au moyen d'une espèce d'écriture de sûreté qui, lorsqu'on l'examine au moyen d'un procédé spécial d'expertise, a l'apparence d'une écriture forgée. Il déclare, page 327, que son auteur a imaginé une auto-forgerie : moyen qui consiste à écrire sur un canevas composé de mêmes mots d'une longueur déterminée, d'après un règlement déterminé. Il prétend ensuite avoir, à force de recherches, été amené à trouver que le bordereau avait été écrit sur des mots entourés, mis bout à bout ; ces mots entourés seraient la clef par laquelle aurait été composé un gabarit ou tracé sous-jacent employé à écrire sur du papier pelure le contenu du bordereau, et il aurait été écrit par Mathieu Dreyfus, frère du condamné, croyant reconnaître l'écriture de Mathieu Dreyfus (laquelle présente, en effet, des ressemblances avec celle d'Estherazy).

Certains esprits se demanderont si M. Bertillon n'aurait pas abouti aux mêmes constatations en prenant les mots entourés des lettres d'Estherazy, au lieu de celles de Mathieu Dreyfus.

D'autres esprits feront peut-être observer qu'il est bien difficile de s'imaginer Dreyfus combinant le document avec une auto-forgerie si longue et si laborieuse pour fabriquer une écriture de sûreté qui, du premier coup, le fait soupçonner et arrêter. Ils feront observer en outre que si la lettre de Mathieu Dreyfus contenant les mots entourés avait réellement servi à l'accomplissement du crime, Alfred Dreyfus n'aurait pas manqué de la faire disparaître, tandis qu'elle a été remise à du Paty dans ses perquisitions, et au sujet de laquelle le rapport du commandant d'Ormescheville s'exprime en ces termes : « Tout ce qui aurait été compromettant n'avait pas été caché ou détruit. »

Quoi qu'il en soit, M. Bertillon conclut, page 343, que, en réalité, le bordereau n'est ni calqué ni à main courante, c'est une invention personnelle à Dreyfus. Son unique objet serait :

1° De corroborer ses allégations pour le cas de l'existence de certificats d'origine, de détails et de changements dans l'aspect général de l'écriture du texte du bordereau ; 2° De prouver l'existence d'une erreur de la part de ses collègues, pour le cas où l'on mettrait en avant l'hypothèse d'un document forgé dans le genre du testament de la Lucinière ; 3° De prouver les machinations basées, si besoin est, sur le décalque de la lettre de son frère, pour le cas improbable où ses allégations précédentes auraient été réfutées.

Enfin, M. Bertillon raconte, page 345, qu'au Conseil de guerre, pendant sa déposition, il a saisi quelques paroles murmurées par Dreyfus avec colère : « Ah ! le misérable ! »

La colère de Dreyfus, ses angoisses comme sa stupeur s'expliquent quand on songe qu'il entendait deux heures durant développer contre lui un système d'accusation auquel il lui était impossible de rien comprendre.

On ne saurait donc, en somme, s'arrêter aux conclusions hypothétiques de M. Bertillon.

Mais si, devant la Chambre criminelle, il a persisté dans son appréciation du premier jour, au contraire, l'un des experts qui avait formé la majorité en

1894, M. Charavay, a modifié la sienne (page 347).

Etant donné qu'actuellement une écriture nouvelle intervient, qui ne m'a pas été produite en 1894 et qui a une parenté avec l'écriture du bordereau et celle de Dreyfus, je ne puis pas maintenir dans les mêmes termes les conclusions de mon rapport, et je ne puis actuellement dire qu'une chose, c'est qu'il y a actuellement deux écritures se rapprochant de celle du bordereau. Une des dissemblances relevée par moi entre le bordereau et l'écriture de comparaison, n'existe pas entre le double et l'écriture d'Estherazy.

Et il a accentué encore l'expression de sa pensée dans une lettre adressée, le 23 avril, à M. Gabriel Monod qui l'a transmise à M. le premier président.

De cette vérification, il résulte :

1° Que le bordereau reproduit exactement le graphique d'Estherazy ; 2° Que les parties du bordereau fait en 1894 par Dreyfus, et qui avaient impressionné les juges, ressemblent tout autant à l'écriture naturelle d'Estherazy qu'à celle de Dreyfus ; 3° Les dissemblances constatées dans mon rapport entre l'écriture de Dreyfus et le bordereau ont les analogies caractéristiques de l'écriture du bordereau et de celle d'Estherazy.

Dans ces conditions, j'estime que la confection pratique du bordereau ne peut être attribuée à Dreyfus, mais doit être attribuée à l'ex-commandant Estherazy.

Donc, si on se réfère au premier rapport de l'expert, il tend à établir que le bordereau, base de l'accusation de 1894, n'est pas de Dreyfus. Mais, en admettant les contradictions mêmes relevées dans les diverses expertises comme devant laisser trop de place dans l'esprit à l'incertitude, reste le second élément : le papier ; et à cet égard l'enquête de la Chambre criminelle a amené la découverte de deux pièces qui sont décisives.

Le bordereau est écrit sur papier pelure de nuance jaunâtre, garni (?) de régures en quadrillages, papier spécial.

Or, des renseignements consignés au dossier de 1894 il résulte que ce papier se vendait alors seulement sur commande et n'était plus courant dans le commerce.

Il résulte enfin que Dreyfus avait déclaré devant le commandant Ravary n'avoir jamais écrit sur du papier calque.

Or, il y a deux lettres, l'une du 17 avril 1892, datée de Courbevoie ; l'autre du 17 août 1894, datée de Rouen, toutes deux de la main d'Estherazy qui n'en a pas contesté l'authenticité devant la Chambre criminelle, toutes deux sur papier garni et quadrillé, que les trois experts Putois, Choquet et Marion ont affirmé être complètement semblable à celui du bordereau.

Les deux lettres, et particulièrement celle du 17 août 1894, contemporaines du bordereau lui-même, ne prouvent-elles pas que parmi les nombreux experts successivement consultés, il y en a qui, dans le document incriminé, reconnaissent l'écriture d'Estherazy ?

Il y a encore là un fait nouveau sur lequel je serai obligé de revenir avec plus de détails.

Le troisième élément matériel, c'est le papier.

Avant de passer en revue chacune de ces énonciations, il importe de vous soumettre une remarque préliminaire.

On admet généralement, à l'heure actuelle, que le bordereau est d'aout 1894 ; il serait de la fin d'aout, d'après M. Cavaignac, d'après le capitaine Cuignet, et aussi d'après une note du ministère de la guerre du 28 mai 1898 (liasse 5, dossier 5) : « Tout concourt à démontrer que c'est au mois d'aout, dans les derniers jours du mois, que le bordereau a été écrit. »

Mais, lors du procès de 1894, on le regardait comme écrit en avril ou mai, car on savait que Dreyfus n'avait pas assisté aux manœuvres de septembre, et l'on considérait alors l'expression « partir aux manœuvres » comme l'équivalent de partir en voyage d'état-major. Il résulte de la déposition du colonel... qu'il fallait chercher l'auteur parmi les officiers ayant fait partie d'un voyage d'état-major. Mais une note du ministère de la guerre dit, page 13 :

Il ne peut pas être question des écoles à feu ou d'un voyage d'état-major de corps d'armée ou de division ; il n'y a pas un officier de l'armée française, qui, pendant les mois d'aout ou pour un voyage d'état-major, dirait : « Je vais partir en manœuvres ».

On le pensait cependant en 1894, et cela était même devenu un moyen de défense du commandant Estherazy devant le commandant Ravary.

Dreyfus était donc accusé d'avoir livré des documents secrets ou confidentiels antérieurs à avril ou mai 1894 ; mais on a changé de système, et maintenant l'on soutient que, sauf pour le projet de Manuel du 14 mars, le bordereau visait des documents postérieurs à juillet, et, en réalité, c'est par des arguments nouveaux, sur lesquels l'attention du Conseil de guerre n'avait pas été appelée, que l'on cherche, après coup, à démontrer la culpabilité.

Le bordereau parle d'une note sur le frein hydraulique de 120.

Or, aujourd'hui, l'attention est attirée sur un frein de gros modèle.

Le commandant d'Ormescheville, dans son rapport, dit :

Il nous paraît impossible que le capitaine Dreyfus n'ait pas eu connaissance des modifications apportées au fonctionnement des troupes de couverture, au mois de mai dernier.

Aujourd'hui, le général Rogot (pièce 51) déclare qu'il s'agit d'un nouveau plan et du travail qui a été fait en aout.

Le bordereau parle d'une note sur des modifications au transport de l'artillerie. Le commandant d'Ormescheville disait :

Il doit s'agir du corps des pontonniers ; il est inadmissible qu'un officier attaché au bureau et qui se désintéresse des suites d'une pareille transformation quelques semaines avant qu'elle devint officielle.

Aujourd'hui, le général Rogot déclare (page 51) qu'il n'a été apporté, en 1894, de modification aux formations de l'artillerie que postérieurement au vote de la loi.

Enfin, le bordereau parle d'une note relative à Madagascar. Le commandant d'Ormescheville disait :

Pour ce qui est de la note sur Madagascar, qui présentait un grand intérêt pour les puissances étrangères, Dreyfus a pu facilement se la procurer. En effet, au mois de février dernier, le capitaine Bernolli, secrétaire du colonel de Sancy, fit une tournée de travail à environ vingt-deux pages sur Madagascar. L'exécution de cette copie dura envi-

ron cinq jours et, pendant ce laps de temps, une des copies fut laissée dans un carton placé dans l'antichambre. Ce grade nous a déclaré, dans sa déposition, mais sans préciser de date, que Dreyfus, qu'il connaissait, était venu quatre ou cinq fois dans cette antichambre pour voir le colonel de Sancy, qui faisait son stage à la section d'Allemagne. Ce document a pu être vu par le capitaine Dreyfus.

Aujourd'hui (déposition Cavaignac, page 12), il n'est plus question que des études qui se poursuivaient en aout.

Donc, on n'a pas cru avoir placé le débat sur le terrain où l'avait placé l'accusation en 1894, car il était impossible de continuer à prétendre que l'auteur du bordereau eût livré des documents secrets intéressant la défense nationale. Pour Madagascar, par exemple, M. Cavaignac déclare, page 13, « renseignements géographiques qui ne pouvaient présenter aucun intérêt ».

De même pour la future suppression des pontonniers ; en quoi l'annonce de ce projet de loi en mai pouvait-il en avril compromettre la sécurité de l'Etat ?

De même encore pour les troupes de couverture, ce n'étaient pas les modifications passées qui étaient intéressantes, c'étaient les modifications nouvelles.

De même enfin pour le frein hydraulique du 120 : comme l'indique le général Rogot, page 56, ce frein était connu depuis onze ans et sa description complète se trouve dans un règlement fait en 1889.

Le général Rogot pense dès lors que le bordereau visait le frein hydro-pneumatique de 120 court, lequel était, en 1894, presque inconnu de la masse des officiers d'artillerie et, à plus forte raison, des officiers des autres armes. C'est peut-être ce qui explique pourquoi, dans le rapport de M. d'Ormescheville, il n'est fait mention que du frein hydraulique du 120.

Voilà les conditions dans lesquelles a été condamné Dreyfus.

Mais le mémoire accepte la discussion sur ce nouveau terrain, et il soutient que les arguments par lesquels on s'efforce d'établir la culpabilité ne peuvent être retenus.

D'abord est-on fixé sur la nature et la valeur des renseignements qu'apportait le bordereau ?

Suivant M. Cavaignac, c'étaient des documents extrêmement importants, parce que l'auteur de la trahison annonçait l'envoi d'une note sur le frein hydraulique, d'une note sur les troupes de couverture, d'une note relative à Madagascar.

Or le mot « note » s'applique dans les usages courants du ministère à des documents extrêmement importants.

Le général Rogot dit également page 53 :

Dans l'intérieur du ministère, toute la correspondance de bureau à bureau se fait sous forme de note, de sorte qu'on peut désigner sous le nom de note un document original.

Mais il reconnaît que le document original n'est pas le plus souvent le meilleur. Il est certain en tous cas qu'il n'y a pas eu de rapport sur le frein hydraulique du 120 en 1894.

Or, une note très courte suffit pour résumer un dossier et je me chargerais de la Cour tout à l'heure pour mon compte de donner dans une note de dix lignes tout le secret de la concentration de nos armées.

Enfin, un document original ne peut pas être déplacé, parce qu'on peut avoir besoin de s'y reporter à chaque instant et qu'on s'apercevrait de sa disparition.

Par conséquent, le mot « note » ne doit pas nécessairement s'entendre des seuls documents originaux, mais d'une copie d'un document original qui peut désigner une œuvre personnelle, et c'est bien le sens qu'il a réellement ici, car l'auteur ne qualifie de document que le projet de Manuel de tir de l'artillerie pour lequel il se sert de l'expression générale « renseignements ».

« Sans nouvelles m'indiquant que vous desiriez me voir, je vous adresse, cependant, monsieur, quelques renseignements intéressants. »

C'est donc là la phrase incriminée, dont la valeur dépend de la personne qui l'a faite, ce sont des renseignements que l'auteur juge intéressants et qui peuvent être pour le correspondant étranger dignes d'être envoyés.

Cette phrase ne confirme-t-elle pas au contraire l'intention d'annoncer un envoi qui aurait réuni des documents de peu de valeur ?

Le même espère prouver que le bordereau ne peut servir de base à une accusation pareille.

Parmi les affirmations qu'il renferme, prenons d'abord :

Une note sur les troupes de couverture ; quelques modifications seront apportées.

On prétend qu'elle désigne forcément un officier d'état-major de l'armée.

Oui, si ces renseignements viennent de l'état-major.

Non, si ce sont des renseignements plus ou moins sérieux obtenus dans des endroits quelconques, au café ou ailleurs, par exemple de la part des stagiaires.

Les stagiaires viennent à l'état-major, désignés simplement par leur numéro de sortie, sans qu'on ait une connaissance de leur caractère ou de leur valeur morale ; ce sont des jeunes gens qui, par gloriole ou par désir de se renseigner, ne sont pas toujours très discrets ; on ne sait pas ce que contenaient en réalité la note annoncée par le bordereau.

Cela posé, nous lisons dans la déclaration de M. Cuignet :

L'élaboration d'un nouveau plan avait été décidée par une délibération du Conseil supérieur de la guerre en mai 1894 ; cette décision avait été apportée aux généraux commandant de corps le 20 juin 1894, et une modification sur les troupes de couverture avait été décidée.

Des idées nouvelles avaient été adoptées par l'emploi de ces troupes, on résolut au printemps 1894, de modifier le dispositif des troupes de couverture, c'est-à-dire l'emplacement de ces troupes au premier bruit de déclaration de guerre.

On voulait modifier ce dispositif sans attendre le nouveau plan qui devait être mis en vigueur au printemps de 1894.

Dès lors, on possédait dans les corps d'armée des éléments suffisants pour l'élaboration d'une note qui donnât des renseignements demandés par son auteur sur les troupes de couverture, et ce n'est pas seulement dans les corps d'armée.

Le chef d'état-major décida qu'on établirait les changements pour octobre. Des difficultés se présentèrent.

Il fut impossible de réaliser dans ce travail les modifications que devait apporter ce nouveau plan ; d'ailleurs, Dreyfus était au deuxième bureau pendant le premier semestre de 1894 ; or, d'après le général Rogot, c'est dans les troisième

et quatrième bureau qu'eurent lieu les conférences après lesquelles eut lieu l'accord établi.

Dans la déposition du chef d'escadron d'artillerie Hartmann (page 377) tout homme à l'affût des nouvelles militaires a pu se procurer une note sur Madagascar.

Un officier de l'état-major de l'armée n'eût pas été en état d'envoyer ces renseignements.

Quant aux passages du bordereau ayant trait à l'artillerie, ils s'appliquent à deux notes et à un document : le projet de Manuel de tir de l'artillerie de campagne. Ce dernier document, si difficile à se procurer, d'après ce qu'en disait l'auteur du bordereau, n'était pas difficile à se procurer et n'était ni secret, ni même confidentiel.

Le mémoire s'appuie sur la déposition du général Rogot (page 71) : Le projet de Manuel de tir de l'artillerie de campagne, document autographié portant la date du 14 mars 1894, n'était pas secret. Les exemplaires n'étaient pas numérotés ; ils ne portaient même pas la mention : « Confidentiel » ; seulement les bordereaux d'envoi aux corps d'armée paraissent cette mention (page 241) ; le Manuel avait été distribué aux corps de troupes de l'artillerie.

On en avait même pourvu, sur les champs de tir, les officiers de réserve et même de territoriale.

Or, il est bien certain qu'on n'aurait pas distribué un document secret et (page 242) il était relativement facile à un officier de troupe, quelle que fût son arme, d'avoir par devers lui le projet de Manuel de tir.

Du reste, le capitaine Moch a produit devant la Chambre criminelle l'exemplaire qui lui avait été remis avant le mois de juin 1894 (page 355), et M. Br... ex-officier d'artillerie territoriale, dit (page 428) qu'il y en avait un très petit nombre dans les corps.

Les exemplaires du Manuel avaient été autographiés par l'employé de la presse du régiment et on en distribuait aux officiers et sous-officiers qui le demandaient. Chacun pouvait se le procurer moyennant 20 centimes qu'on versait pour le coût de l'exemplaire que je vous dépose, et qui est un de ceux qui ont été tirés à la presse du régiment en mai 1894. Tel est le document du 14 mars 1894.

Un capitaine d'artillerie stagiaire à l'état-major de l'armée avait déclaré que ce document était extrêmement difficile à se procurer.

Que fait Dreyfus ? L'a-t-il eu entre les mains ? Ses interrogatoires de 1894 le nient. Ils ne concordent pas avec le témoignage Hartmann. Le commandant Jeanne, devant la Chambre criminelle, déclarait, lui (page 233), avoir, pendant quarante-huit heures, prêté un exemplaire. Mais M. Mornard objecte que le commandant Jeanne aurait commis une erreur ; il a ajouté avoir été, en 1894, entendu à l'instruction ; or, l'examen du dossier démontre qu'il n'a été entendu ni à l'instruction ni au procès. Il ne figure pas parmi les témoins appelés par le commandant d'Ormescheville et parmi ceux que mentionne le procès-verbal des témoins.

D'ailleurs, un stagiaire de l'état-major n'aurait pas dit : « On en a envoyé un nombre fixe dans les corps », et un officier d'artillerie n'aurait pas dit : « Ces corps sont responsables de l'exemplaire que les officiers détenteurs doivent remettre après les manœuvres. »

Comme le fait observer le commandant Hartmann (page 374), à aucun moment les officiers n'ont été prévenus qu'ils auraient à rendre leur projet de Manuel.

Autre observation du commandant Hartmann (page 375) :

L'auteur du bordereau, en finissant sa lettre, estime que l'envoi de l'original est un danger ; ce danger provient de ce qu'il n'est pas dans la même ville que son correspondant, et de ce qu'il communique avec lui par la poste et que l'envoi du projet de Manuel ne peut se faire que par un paquet qui sera forcément suspect.

Il préfère les simples lettres. Il enverra d'abord les quatre premières notes et sa mission, et c'est ainsi qu'il n'aurait pas pu être surpris par la copie du projet, expédié en plusieurs fois s'il le faut.

De plus, on pourrait lui redemander inopinément le projet de Manuel et il aimerait mieux l'avoir toujours sous la main.

Rien de cela ne s'applique à Dreyfus. Il était à Paris, pouvait remettre et reprendre un document en quelques heures, et cela par lui-même.

En définitive, il ne peut s'agir d'un officier d'artillerie de l'état-major de l'armée, parce qu'il aurait pu avoir certainement un projet de Manuel à sa disposition, ne fût-ce qu'une journée, et c'était suffisant ; qu'il n'aurait pas eu besoin, dès lors, d'inventer la fable relative à la responsabilité des corps et à la restitution du projet ; qu'il n'aurait pas supposé, enfin, que des troupes d'artillerie pouvaient rester sans Manuels de tir.

Il s'agit simplement d'un officier d'une autre arme, qui ne peut avoir un projet de Manuel pour son emploi et qui s'est trouvé en rapport avec un régiment d'artillerie (et ce ne peut être qu'aux écoles à feu), ce régiment devant prendre part à des manœuvres, comme c'est le cas de la troisième brigade.

Il ne paraît pas être à Paris quand il a écrit ; il peut faire copier, ce qui implique l'idée de copies dont il dispose, et ce qui exclut l'hypothèse d'un officier de l'état-major de l'armée, qui n'aurait pu faire copier dans les bureaux, sans éveiller l'attention, un document qu'il pouvait se procurer facilement.

Comme, d'ailleurs, l'auteur du bordereau ne peut faire copier que dans sa garnison et qu'il ajoute, « de suite il en adressera la copie », il semble que sa garnison n'est pas à Paris.

Le commandant Hartmann, après avoir attesté que lui-même connaissait le frein hydraulique, constate que le premier spécimen de matériel du 120 court était complètement terminé en 1890 et qu'il pouvait être connu par la trahison d'un employé de la section technique, Boutonnet, condamné plus tard de ce chef. Pendant une année tout entière, de 1889 à 1890, les archives de l'artillerie avaient été à la disposition d'une puissance étrangère, page 362, ce qui, page 364, prouve, entre autres choses, qu'une fuite de documents d'artillerie même très secrets n'implique pas forcément la trahison d'un officier d'artillerie. A la vérité, le général Delye déclare page 374, qu'il y a présomption pour que ce soit bien près de 1890.

Les gouvernements étrangers qu'a pu renseigner le sieur B... ne possédaient que des indications incomplètes sur le matériel du 120 court. Cette présomption résulte des faits suivants :

1° Un document transmis le 18 juin 1892 à la 3^e direction, établit qu'à cette date un agent du gouvernement susindiqué

paraissait chercher à connaître le modèle des obus 120 court en service ;

2° Un autre document parvenu le 10 août 1894, à la 3^e direction de l'artillerie, énumère les questions posées à un agent de renseignements en France pour le compte du gouvernement. Ce questionnaire était parvenu à son destinataire le 6 août 1894, et renfermait, entre autres choses, la mention suivante :

On a fait des essais avec les obusiers du 120.

Si ce questionnaire est parvenu à son destinataire le 6 août, comment se fait-il que l'on trouve dans le bordereau : « Sans nouvelles de vous indiquant que vous desiriez me voir... » ; l'auteur du bordereau n'était pas Dreyfus, car, à lui, capitaine d'artillerie, on n'eût pas manqué de s'adresser, après le 6 août, pour avoir des renseignements.

Le général Delye continue :

Un autre questionnaire est adressé, le 20 septembre 1894, à un autre agent semblable contenant le passage suivant : « ... On désire la description exacte de ce canon, le 120 court... le canon, l'affût, combien de chevaux, de servants dans une pièce, combien de pièces par batteries, quels projectiles on emploie pour ce canon, mécanisme, tout ce qu'on peut savoir. »

M. Cavaignac, dans sa lettre du 8 avril au premier président de la Cour de cassation, fait remarquer que le questionnaire du 20 septembre ne mentionne pas le frein hydro-pneumatique et il se demande si l'on ne doit pas voir une explication de ce silence dans le texte de la note accompagnant le bordereau. Or, on a fourni, quant au frein, les renseignements suivants :

Le commandant Hartmann a répondu par avance (page 365) :

La situation, au commencement de 1894, était celle-ci : Le canon 120 court était partiellement en service, le canon étant loin d'être nouveau ; son frein était loin d'être nouveau. Il n'avait pas été tenu secret dans ses dispositions essentielles ; sa description avait été donnée dans des documents qui ne peuvent pas être considérés comme confidentiels.

Du reste, le général Delye ajoute :

« A la date du 27 octobre 1894, la 3^e direction a reçu copie d'une note adressée par un agent du gouvernement à l'un de ses agents en France. Cette note est ainsi conçue : « Quelle est la composition des batteries du 120 court ? quel obus tirent-elles ? quel est l'effectif des batteries ? etc. »

Or, l'auteur du bordereau envoyait une note non seulement sur le frein du 120, mais sur la manière dont s'est conduite la pièce. Le renseignement donné par lui n'est pas suffisant. Il aurait été s'il s'était agi de Dreyfus ; il ne pouvait pas l'être, étant d'Estherazy. Le commandant Hartmann dit :

En 1894, un officier d'une arme quelconque a pu parfaitement fournir une note partielle sur le 120 court et sur le frein... par exemple (page 368) :

« Au polygone d'Anvers, près du Mans, après le tir des batteries de 120 court, une conférence fut faite, au printemps 1894, sur le matériel de ces batteries, à tous les officiers présents, sans exception d'armes. »

Ainsi, la note n'est pas nécessairement d'un officier d'artillerie, elle n'est pas dans tous les cas de Dreyfus, qui était à l'Ecole de pyrotechnie de 1889 à 1890 ; on s'explique difficilement (page 369), ainsi que le dit le commandant Hartmann, comment, trahissant et déjà antérieurement en communication avec son correspondant, il ait attendu 1894 pour donner un matériel qu'il connaissait depuis 1890. Dreyfus, d'après ce qu'on dit de lui, se serait plutôt occupé de la nouvelle pièce de campagne alors en étude dans l'artillerie, et je sais à ce sujet, par le commandant Ducrocq, qu'il n'a jamais trouvé le temps d'aller à l'atelier de construction de Puteaux, où l'on fabrique tout le matériel de 1893, et cela malgré des offres répétées qui lui avaient été faites. C'est ce que déclare le commandant Ducrocq (page 367) :

Comme j'étais très occupé, j'engageai Dreyfus à venir me voir à l'heure du déjeuner, lui disant que nous pourrions causer ensemble à table. J'espérais lui faire visiter l'atelier et le mettre au courant de ce qui se faisait. Cette offre ne fut pas acceptée par Dreyfus. Il n'est jamais venu me voir à l'atelier de Puteaux.

Dreyfus n'eût pas manqué de voir le commandant Ducrocq s'il avait été réellement en quête de secrets pour une puissance étrangère.

« Enfin, une